

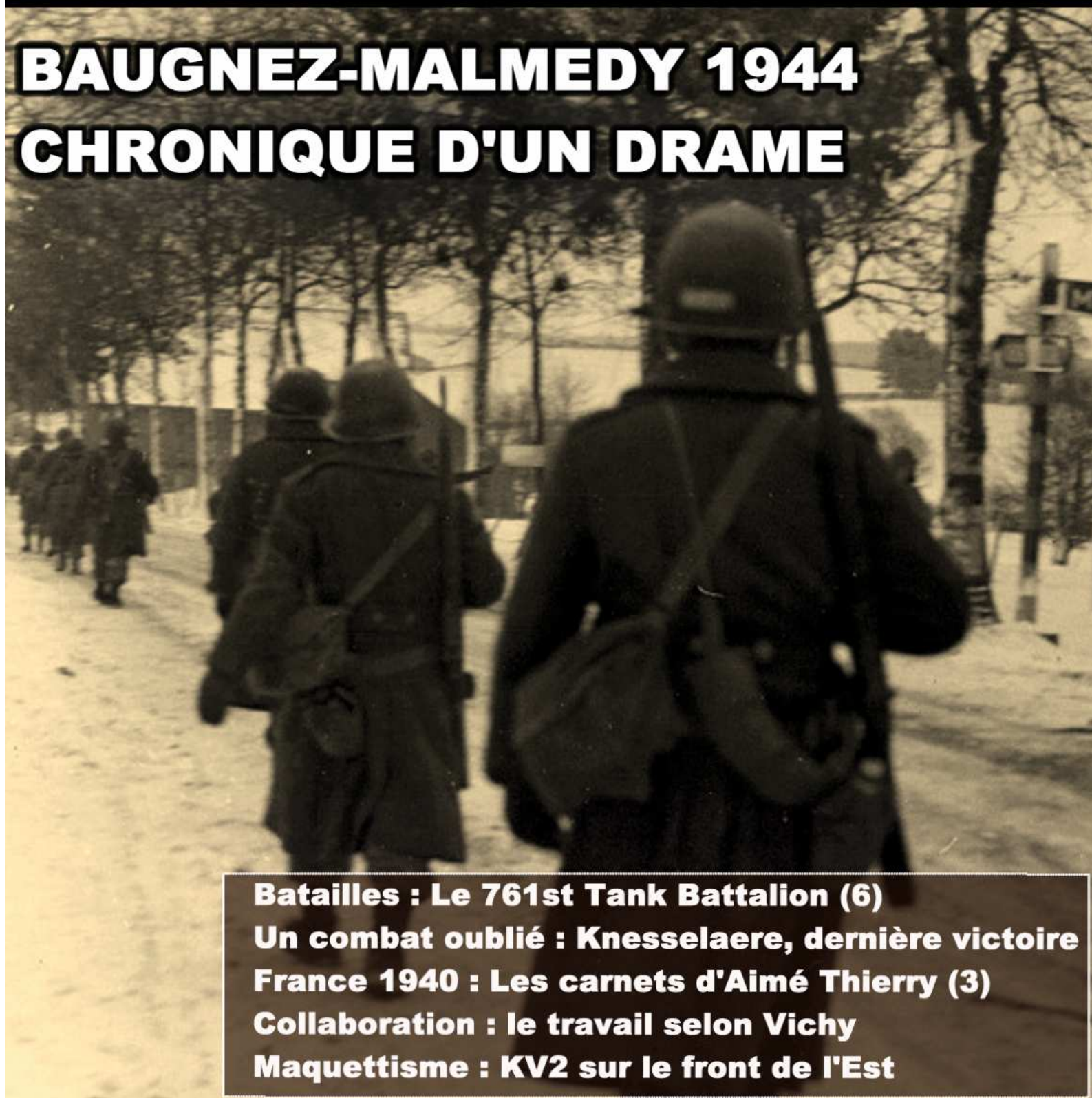


HISTOMAG'44 N°48

Le premier mensuel historique gratuit
FORUM LE MONDE EN GUERRE

La seconde guerre mondiale par des passionnés pour des passionnés

BAUGNEZ-MALMEDY 1944 **CHRONIQUE D'UN DRAME**



Batailles : Le 761st Tank Battalion (6)
Un combat oublié : Knesselaere, dernière victoire France 1940 : Les carnets d' Aimé Thierry (3)
Collaboration : le travail selon Vichy
Maquettisme : KV2 sur le front de l'Est



<http://www.debarquement-normandie.com/phpBB2/>

HISTOMAG'44

**L'HISTOMAG'44 est réalisé
par le FORUM LE MONDE
EN GUERRE**

Rédacteur en chef

Stéphane DELOGU

Choix des articles et correction

Daniel Laurent

Rédacteurs permanents

Eric GIGUERE
Prosper VANDENBROUCKE
Daniel LAURENT
Philippe MASSE

Chef de développement

Alain LELARD
alainlelard@hotmail.fr

Propositions d'articles

daniel_h_laurent@hotmail.com

Numéro 48

septembre 2007

PARTENAIRE



AXE ET ALLIÉS

Rédacteur en chef : BORIS LAURENT

LIGNE EDITORIALE

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire. A ce titre, ce magazine est le premier mensuel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à tout membre du forum LE MONDE EN GUERRE qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation. Si vous êtes intéressé pour devenir partenaire de l'Histomag'44, veuillez contacter notre responsable développement.



SOMMAIRE

PAGE 3 : EDITO

PAGE 4 : LIVRES ET MULTIMEDIA

PAGE 6 : LE MEMORIAL NATIONAL DES MARINS
PHILIPPE MASSE

PAGE 9 : BAUGNEZ MALMEDY CHRONIQUE D'UN DRAME
ROBERT LEJOLY

PAGE 18 : KNESSELAERE LA DERNIERE VICTOIRE
PROSPER VANDENBROUCKE -

PAGE 25 : LE 761ST TANK BATAILLON - DERNIERE PARTIE
ERIC GIGUERE

PAGE 26 : LE TRAVAIL SELON VICKY
DANIEL LAURENT

PAGE 38 : MAQUETTISME LE KV2
STEPHANE DELOGU

PAGE 44 : LES JOURNEES ROBERT LELARD 2008
PHILIPPE THELLIER

L'ÉDITO de Stéphane Delogu

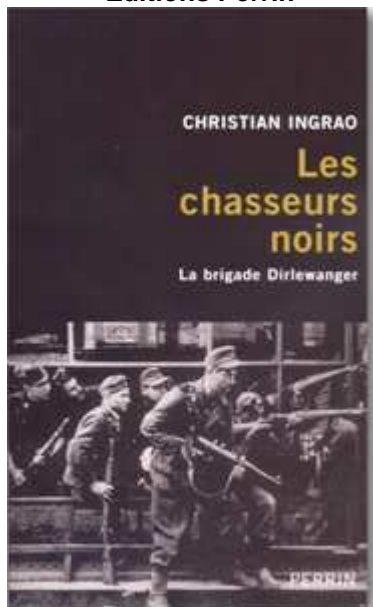
Les longues périodes de famine sont désormais dans le rétroviseur ; même si le réveil est dur pour pas mal d'entre nous, va falloir se remettre au turbin tambour battant. Pas grand-chose à se mettre sous la dent puisque qu'en France rien ne bouge pendant deux mois. Et pourtant. Ceux qui sont restés chez eux ont pu se consoler devant leur petit écran où les différentes chaînes, publiques ou non, ont su proposer à leurs ouailles de quoi ne pas regretter un déplacement en cabriolet grand luxe direction la côte d'Azur. Plusieurs de ces superproductions ont su retenir notre attention attendrie, attachez les ceintures. La première nommée est Secret Story, un chef d'œuvre de bon goût devant lequel Lenôtre lui-même serait tombé en extase. Pour tout comprendre, imaginez une brochette d'ex futures starlettes au Q.I de poisson rouge amalgamée à un tombereau de *fashion boys* dont la couche de gel coiffant est inversement proportionnelle dans son épaisseur à leur intellect et vous aurez la recette du succès de l'été. L'ingrédient principal dudit ragoût télévisuel est le voile de mystère planant sur le plateau : imaginez vous, chères ouailles, que l'un de ces futurs prix Goncourt renferme un terrible secret et non des moindres : Louloute à un dent sur pivot mais sa mère n'en sait rien, Jean Hubert est catcheur le jour et streaptiseuse chez Michou la nuit, Gwendoline lit Mickey en cachette dans les WC. La logique voudrait qu'un truc aussi indigeste n'intéresse pas les plus de 24 mois, mais figurez vous qu'au contraire l'émission dont on cause ici remporte un franc succès. Ou on n'a pas saisi la substance d'un truc caché qui pourrait changer fondamentalement notre opinion ou les Français réussissent à ingurgiter tout et n'importe quoi pourvu que l'image bouge dans la petite boîte.

Si Secret Story a su s'attirer nos faveurs, le tour d'horizon serait incomplet sans vous parler de l'île de la Tentation. Le fil conducteur de cette superproduction est bête comme chou : si vous ne savez pas vraiment si bobonne est la nana de votre vie, fendez vous d'un petit billet sur l'île peuplée de naïades et de gigolos et où l'anticulture est reine. Certains compétiteurs rentrent chez eux, béats et comblés, des picailleurs plein les fouilles, heureux de n'avoir pas répondu à l'appel des sirènes, d'autres ont moins de bol. Ils reviennent au bercail la tête basse et la mine défaite, aussi penauds que des enfants de cœur que monsieur le curé vient de surprendre en train de siroter son pinard de messe.. Pendant quelques jours qui nous ont semblé des années tellement le breuvage est indigeste, les « tentateurs » feront feu de tout bois pour flanquer la pagaille dans les ménages, opération croquignollette pour laquelle on n'a pas lésiné sur les moyens : des formes aussi rebondies que le fond est plat. Entre deux appels du pied, faut bien sûr meubler le décor et surtout remplir le panier du producteur qui parvient miraculeusement à tenir 90 minutes à partir d'un scénario digne de Oui Oui. Le téléspectateur – terme gentillet pour qualifier ce qui devient une machine à ingurgiter n'importe quoi – ne perdra pas une miette des longues soirées au coin du feu, passées à échanger des montagnes de mièvreries. C'est la TV new age, bon peuple, abreuvez vous jusqu'à plus soif : vous aurez droit, si vous êtes un aficionado de ces machins pourtant imbuvables, à un ticket gratuit pour le bal des couillons. Depuis *Panem et Circenses*, la société n'a pas tant évolué que ça : au lieu d'assister, radieux, au martyr des premiers chrétiens et aux combats de gladiateur, l'homo sapiens se gave maintenant de la bêtise d'autrui, qui à force de la contempler finit par devenir la sienne. On se consolera en rappelant que toutes les chaînes grand public, qu'elles soient Françaises ou Guatémaltèques, proposent le même éventail véreux ; c'est pas pour autant, en revanche, que ça modifie fondamentalement le problème. Les deux exemples qu'on vous a servi sur un plateau d'argent sont tout de même symptomatiques de la génération dite « de l'image ». On n'a plus le cran de se confier à un ami mais on le fait devant une caméra, tout comme on préfère étaler ses doutes conjugaux en public plutôt qu'en face à face avec la seule personne vraiment concernée. Un sorte de monde parallèle s'offre à nos congénères, qui n'ont jamais eu autant d'amis sur le web à travers le monde mais qui ne connaissent même pas leur voisin . Triste univers et surtout tristes perspectives.

Pour une fois, il ne s'est donc pas passé grand-chose. Certains sont partis en vacances, d'autres se sont gavés devant Secret Story et l'île de la Tentation et leur univers dénué de matière grise. Et pendant ce temps, calme plat autour d'eux. L'Afrique continue de crever de faim, de soif et du SIDA. Cela dit, tranquillisez vous, elle le fait patiemment, sans faire de bruit. Les gosses d'Asie se tapent 10 heures de turbin par jour à l'âge où les nôtres vont à la maternelle, ceux d'Amérique du Sud traînent leur misère dans les rues et trouvent de quoi survivre dans les décharges publiques. A chacun sa misère nous direz vous. A ceci près que la nôtre, cette misère culturelle qui est en train de transformer une génération en cucurbitacées, ne tue pas. Elle rend juste totalement idiot. Au point de ne plus être capable de s'apercevoir que ce déséquilibre ne peut pas durer éternellement et qu'un jour le bel édifice bâti sur des fondations malsaines s'écroulera aussi gracieusement qu'un éléphant sur une paire de skis. D'un côté une population qui ne dispose même pas de l'essentiel alors que celle d'en face ne pense qu'à distribuer ses délires psychonombalistes dans la petite boîte en tentant de faire croire que l'essentiel s'y trouve. Personne ne nous en voudra de ne pas partager ce point de vue. En ce qui nous concerne, on a d'ailleurs mieux à faire ; par exemple, maintenir votre Mag au niveau qui est le sien et auquel beaucoup commencent à s'intéresser en se demandant comment on s'y prend pour être crédibles sans demander le moindre fifrelin. Ca nous fait tellement marrer qu'on va tâcher de faire encore mieux dans les mois qui viennent.



LA BRIGADE DIRLEWANGER de Christian Ingrao
Editions Perrin



En recrutant des repris de justice, pour la plupart braconniers, Oskar Dirlwanger venait du même coup de créer une unité intégrée à la Waffen SS, mais qui restera en marge de l'ordre noir qu'il surpassera dans l'horreur dans les combats que la brigade menéra contre les partisans. **Christian Ingrao** invite le lecteur à visiter le destin de la Brigade Dirlwanger, marqué par les viols, les massacres, les pillages. Les exactions qui lui seront imputées atteindront une ampleur telle que des enquêtes internes seront ouvertes à la demande de

Himmler. Oskar Dirlwanger dirigera l'anéantissement de 200 villages Ukrainiens et Biélorusses, tuant plus de 30 000 hommes, femmes et enfants. Cet ouvrage permet de faire ressurgir sans concession une histoire méconnue : celle de l'une des unités les plus meurtrières de l'ordre noir.
Prix : 20,50 €



Execution de partisans Biélorusses par un détachement de la Brigade Dirlwanger

DVD DESTINS CROISES D'UNE LIBERATION



Produite par la société **French Connection**, cette compilation longue durée propose trois documentaires de 52 minutes et deux de 29 minutes. L'intérêt de ce collector est son éclectisme avec une invitation à explorer des thèmes aussi divers que la Bunkerarchéologie, les combattants d'Afrique du Nord, Omaha Beach, la résistance de jeunes adolescents au régime nazi, la France Libre, la guerre vécue par des enfants.

S'appuyant sur de nombreux témoignages, les réalisateurs ont souhaité non pas raconter une histoire mais laisser raconter ceux qui l'ont vécue. Le résultat est éloquent, les différents documentaires sont particulièrement aboutis et l'ensemble est tout simplement captivant. Un bel hommage non pas à la guerre mais aux hommes et aux femmes qui l'ont subie.
Prix : 24,00 euros

DVD disponible ici :

http://www.frenchcx.com/fr_films/destins_croise.html

BATAILLES N°23 JUILLET AOUT 2007



6.50 euros

Yve Buffetaut propose dans ce numéro 23 de Bataille une rétrospective de la Bataille de Normandie au travers d'articles, dont certains visitent des thèmes peu abordés, voire inconnus par le grand public, tels la Guard Division, la 709^{ème} division d'infanterie de la Wehrmacht, le bataillon de chars lourds attachés à la 116^{ème} Panzer Division. Ce spécial Normandie a donc le mérite de sortir des sentiers battus, alors qu'il existe déjà une très abondante littérature sur ce thème.

SOMMAIRE

- La bataille de Carentan TACTIQUE**
- De Sainte-Mère l'église à Montebourg**
- Le 501^e régiment de chars de combat**
- La brigade Piron libère la côte fleurie**
- Les Panther de la 116. Panzerdivision**
- La Guard Armoured Division pendant Goodwood**
- La 709. Infanterie Division au combat**
- Le champ de bataille de Carentan Montebourg**
- Le circuit de la batterie de Crisbecq**

NECROLOGIE - DECES DE BERNARD SAULNIER

C'est à CAEN que **Bernard SAULNIER** s'est éteint le 16 août dernier. Il était âgé de 85 ans. Bernard était une figure de l'histoire de la bataille de Normandie, un personnage incontournable aussi connu qu'il était humble. Le destin de M. SAULNIER changera de manière irrémédiable le 6 juin 1944, lorsque les commandos Franco Britanniques choisiront sa ferme pour y établir leur PC. Pendant près de deux mois, le jeune Bernard partagera alors le quotidien des hommes du Brigadier Lord Simon Frazer Lovat, parmi lesquels se trouvent les hommes de Philippe Kieffer. A plusieurs reprises et au péril de sa vie, Bernard SAULNIER les aidera du mieux qu'il pourra acceptant même des missions dangereuses. Après guerre, la ferme SAULNIER deviendra la « Ferme des Commandos. Pendant des années, la porte de Bernard et Suzanne SAULNIER restera ouverte à tous, vétérans des commandos tout autant que les simples des visiteurs, considérés comme des amis. En juin

2006, notre petite délégation des journées du forum avait été reçue à Amfreville : tous les participants se souviennent encore de l'accueil mémorable réservé par M. SAULNIER. A Suzanne, nous adressons nos plus sincères condoléances





En juillet 1836, Victor Hugo écrivait :

« Oh ! combien de marins, combien de capitaines Qui sont partis joyeux pour des courses lointaines, Dans ce morne horizon se sont évanouis [...] Et quand la tombe enfin a fermé leur paupière Rien ne sait plus vos noms, pas même une humble pierre » Pas même une humble pierre ? Laissons à Philippe Massé le soin de nous démontrer le contraire :

« L'âme de nos marins plane sur l'océan, je l'ai vue ce matin, sous l'aile d'un Goéland » c'est par cette pensée de Fréddie Breizhiraland reprise dans la plaquette d'informations diffusée par l'association aux Marins que je vous invite à prendre le chemin de la pointe du Finistère plus particulièrement de la pointe Saint Mathieu et du cénotaphe dédié aux marins péris en mer et morts pour la France. La pointe Saint Mathieu est un lieu chargé d'histoire, située aux confins de la Manche et de l'océan Atlantique, se dressent tout d'abord les restes de l'abbaye (Abbaye bénédictine, fondée par les vicomtes de Léon, à la fin du XI^{ème} siècle), un musée, le sémaphore de Saint Mathieu.



A quelques hectomètres, dans les terres on peut encore apercevoir les restes de la batterie de Keringar. Cette dernière est plus connue sous le nom de batterie Graff Spee et se composait à l'époque de quatre pièces de 280mm SKL/40 et sera occupée par la 7. Marine- Artillerie-Abteilung 262. Placée sous les ordres du Korvetten-Kapitän Lemcke , elle fera feu le 25 août 1944 sur le HMS Warspite qui croise au large de Brest . La reddition de la batterie sera obtenue par le lieutenant Endlin (2nd ranger Battalion) en collaboration avec les onze compagnies de FFI et de FTP du Lieutenant- colonel Faucher et du 5th Ranger Battalion du colonel Sullivan le 9 septembre 1944. L'histoire veut que le lieutenant Endlin soit entré dans le PC allemand de la batterie, une grenade dégoupillée à la main en criant « La mort ou la reddition ».

En revenant vers la mer, se dresse majestueusement devant Béniguet Ouessant et Molène, la stèle érigée en 1927, à la demande de l'amiral Guépratte, alors député du Finistère, et réalisée par le sculpteur René Quillivic. Cette dernière représente le visage d'une femme et traduit de façon très poignante la douleur d'une femme en deuil face à l'océan, derrière cette statue se trouve le cénotaphe où nous aurons l'occasion de revenir plus en détail.

Pourquoi le site de Saint- Mathieu ? Dans un premier temps le monument aurait du être érigé à Paris, mais Georges Leygues qui pensait autrement et a déclaré : « Tous les points du littoral français, paraissent dignes de l'honneur de glorifier les marins disparus, mais il en est un, qui se désigne par lui-même, par sa situation géographique, c'est la pointe extrême du Finistère qui s'avance comme une proue dans la mer. L'emplacement choisi doit être l'extrémité du Cap Saint Mathieu, qui placé dans un site magnifique, domine l'immensité des mers.» Sage pensée de cet homme et pourquoi vouloir absolument ériger un monument dédié aux marins dans les terres..... Georges Leygues inaugura le site le 12 juin 1927.

Avoir un site de mémoire à l'attention des marins disparus en mer. Le décès d'un proche est, pour nos civilisations occidentales, une chose qui est très dure à vivre ; avoir un lieu de sépulture est une chose très importante, il permet de faire le deuil et d'organiser le souvenir du ou des défunts. Ce devoir de mémoire est plus difficile à exercer pour les familles de marin, outre l'aspect juridique lié à la disparition d'un être humain, le travail de deuil est quant à lui fort contrarié puisque la mer ne rend que rarement ce qu'elle a arraché au monde des vivants. Pour entretenir la mémoire des disparus il n'est pas rare de voir dans les églises ou les cimetières des plaques commémoratives rappelant la disparition d'un mari d'un fils ou d'un être cher. L'un des endroits les plus célèbres en matière de mémoire des disparus des campagnes morutières est le mur des disparus de Ploubazlanec (22)



Le cénotaphe est un monument élevé à la mémoire d'une personne ou d'un groupe d'hommes dont la forme représente celle d'un tombeau, bien qu'il n'en contienne pas les corps. Ces monuments sont construits depuis l'antiquité. L'un des cénotaphes les plus connus est celui de White Hall à Londres, on peut citer aussi celui dédié aux soldats russes tombés pendant la seconde guerre mondiale à Berlin et celui d'Hiroshima dédié aux victimes de la bombe nucléaire.

Celui de la pointe Saint-Mathieu se trouve dans le fortin qui se situe derrière la statue de Robert Quillivic. Son existence est récente, puisque ce dernier est né de la volonté du syndicat mixte pour l'aménagement et la mise en valeur de la pointe Saint-Mathieu et à été inauguré en 2005 par François Goulard. La gestion du site est dévolue à une association.

Le monument est sobre, à l'entrée peu de lumière au fond on distingue les lumières de la crypte, une voix nous saisi, elle égrène une kyrielle de navires coulés (nom, date, lieu et cause du naufrage). La première salle est en granit, vide, peu lumineuse un escalier en colimaçon à droite cette nudité offre une invitation au recueillement..

La seconde salle est presque aussi vide, sur le sol trois plaques de verre éclairé par un rayon de lumière et dessinant les silhouettes de corps ou de bateaux rappelant la marine de guerre la flotte de commerce et la flotte de pêche . Puis viennent les cryptes, la lumière est jaune les murs sont recouverts de photos, ici tous les marins sont réunis, pas de distinction entre la marine de guerre, la marine de commerce où la flotte de pêche. La mémoire des marins morts pour la France est rappelée soit avec des photos officielles soit avec des photos plus privées. Dans l'une des cryptes, un hommage particulier est rendu aux marins du vapeur Loire qui a été coulé en Méditerranée en 1939. L'escalier de la première salle nous conduit vers la terrasse de l'horizon qui symbolise la grande ligne imaginaire et qui est un rappel permanent de ceux que l'océan n'a pas rendu.



Pour que la flamme de la mémoire s'entretienne, une association a reçu pour mission d'assurer le développement et le rayonnement du Mémorial. Elle est chargée de la collecte de la conservation des documents et des photographies liées à la disparition des marins. Mais son action ne se limite pas là, elle est aussi chargée d'organiser chaque année une journée du souvenir et de veiller au suivi des relations avec les familles. Elle dispose d'un site Internet et se veut être une source d'informations historiques sur les marins, les bâtiments de guerre, les navires de commerce et la flotte de pêche.

L'association se tient à la disposition de toutes les familles ou de toutes les personnes qui ont eu un marin mort pour la France et qui souhaitent voir la mémoire de ce dernier honorée au cénotaphe. J'invite donc tous les lecteurs concernés à prendre contact avec eux.

Le Cénotaphe de la pointe Saint-Mathieu est ouvert au public toute l'année. L'entrée est libre
Jours et heures d'ouvertures : Tous les samedis dimanches et jours fériés et tous les jours pendant les périodes scolaires de 10 heures à 18 heures 30. Des visites commentées sont organisées en juillet et août à 15h30. Liens internet : www.auxmarins.com <http://vapeurloire.free.fr/>

Adresse de l'association : Association « Aux Marins » - Mairie- Rue des Martyrs 29217 Plougonvelin

Courriel : assauxmarins@orange.fr

Sur la batterie de Keringar :

http://www4.culture.fr/patrimoine/patrimoine_architectural_et_mobilier/sribzh/main.xsp?execute=show_document&id=MERIMEEIA29001111

BAUGNEZ - MALMEDY, CHRONIQUE D'UN DRAME

Robert Lejoly

Les «3» pren-

Le massacre par des soldats SS de plusieurs dizaines de prisonniers de guerre américains désarmés aux environs de Malmédy constitue sans aucun doute un épisode connu de la Bataille des Ardennes. Ce que l'on sait généralement moins, c'est qu'il ne s'agit pas d'un acte isolé, mais qu'il s'inscrit dans une série de massacres dont les victimes furent non seulement des prisonniers de guerre mais aussi des civils. Le procès contesté qui fit suite à ce massacre a également généré une abondante littérature et est souvent exploité par les tenants de thèses négationnistes pour la promotion de leurs théories. Connu sur notre forum sous le pseudo de Baugnez 44, Robert Lejoly recadre tout cela et tord le cou à quelques légendes.

Il est environ midi ce 17 décembre 1944 à Malmédy, dans l'Est de la Belgique, lorsque le Lieutenant Colonel David Pergrin regarde un convoi de jeeps et de camions quitter la ville en direction du Sud en empruntant la N23. Pergrin commande le 291^e bataillon de génie dont une compagnie est la seule force américaine affectée à la défense de l'important nœud routier que constitue Malmédy face à l'offensive allemande qui a commencé la veille. Il vient de passer plusieurs minutes à essayer de convaincre le chef du convoi, le Lieutenant Lary, d'emprunter un autre itinéraire pour rejoindre Saint-Vith plus au Sud. En effet, de récents rapports font état d'une percée allemande dans les environs de Büllingen (Bullange) et Pergrin craint que l'avancée allemande ne coupe l'itinéraire que doit emprunter le lieutenant Lary. Lary, qui commande le convoi qui emmène une partie de la Batterie B du 285^e bataillon d'observation d'artillerie de campagne préfère toutefois s'en tenir à ses ordres et rallier Saint-Vith par l'itinéraire le plus direct.



Or, le détour par Stavelot suggéré par Pergrin allongerait son trajet de plusieurs dizaines de kilomètres sur des routes déjà engorgées par le trafic provoqué par les unités américaines arrivant en renfort. Cette décision sera fatale à la plupart de ses hommes. Après avoir gravi la longue côte qui se situe à la sortie de Malmedy, le convoi de Lary arrive au carrefour de Baugez et vire à droite pour suivre la route en direction de Ligneuville. A ce moment, il n'est plus qu'à quelques kilomètres de son objectif. Mais à peine le dernier véhicule du convoi a-t-il franchi le carrefour que des détonations éclatent. Des obus mettent le feu au premier et au dernier véhicule de la colonne. A bord des camions, c'est le sauve qui peut. Surpris en rase campagne, les Américains cherchent un abri dans les fossés qui longent la route. Muni uniquement d'armes légères, ils ne peuvent offrir qu'une faible résistance aux chars et aux half-tracks qui fondent sur eux. L'engagement est bref, dix minutes tout au plus. Très vite les américains sont contraints de se rendre. Les soldats allemands les font sortir de leurs abris et les rassemblent avec d'autres soldats américains faits prisonniers plus tôt dans la journée dans une prairie proche du carrefour. Selon les témoignages qui seront recueillis par la suite, environ cent vingt hommes sont ainsi regroupés sur huit rangs de profondeur dans la prairie que jouxte un café.



Alors que la tête de la colonne allemande poursuit sa route vers l'Ouest et le village de Ligneuville, les Américains se demandent à quoi ressemblera leur captivité en Allemagne. Les Allemands ont laissé un détachement comprenant notamment deux chars à la garde de leurs prisonniers. Soudain, pour des raisons qui aujourd'hui encore ne sont pas entièrement claires, les Allemands vont ouvrir le feu sur leurs prisonniers. Dès les premiers coups de feu, dans les rangs américains, c'est la panique. Les hommes touchés s'effondrent, certains se laissent tomber et font le mort tandis que d'autres essaient de s'enfuir. Peu y parviendront. Certains vont essayer de trouver refuge dans le café, mais les Allemands y mettent le feu et abattent tous ceux qui en sortent.

La fusillade est brève, mais pour les survivants l'horreur ne fait que commencer. En effet, les Allemands vont circuler entre les corps entassés et achever tous ceux qui remuent ou qui geignent. Par miracle, certains Américains vont parvenir à échapper à la mort. Transis de froid, ils vont devoir attendre parfois de longues heures que les Allemands quittent l'endroit. Peu à peu les survivants, parfois grièvement blessés, vont se relever et parvenir à regagner les lignes américaines. En définitive, quarante trois hommes échappèrent au massacre et parvinrent à rejoindre leurs lignes le jour même ou les jours suivants.

Les premiers d'entre eux furent recueillis vers 15 heures par le Lt. Colonel Pergrin qui, alerté par la fusillade, avait effectué une reconnaissance en direction du carrefour. Dès qu'il eut entendu leur récit, Pergrin envoya un rapport au quartier général du chef de la 1^{er} Armée US, le Général Courtney Hodges. Celui-ci va faire parvenir le rapport au SHAEF à Versailles. En même temps, la nouvelle du massacre va se répandre parmi les troupes américaines et atteindre jusqu'aux avant-postes avec une surprenante rapidité. Cette nouvelle va déclencher la colère des GI's et accroître leur ardeur au combat.



Joachim Peiper

Pour le camp américain, il ne fait aucun doute qu'un crime de guerre a été perpétré par les Allemands. En effet, tous les témoignages recueillis au cours des premières heures qui suivent le drame auprès de survivants souvent hébétés ou choqués par ce qu'ils ont vécu, et parfois gravement blessés, sont concordants et contiennent une relation quasiment identique des faits.

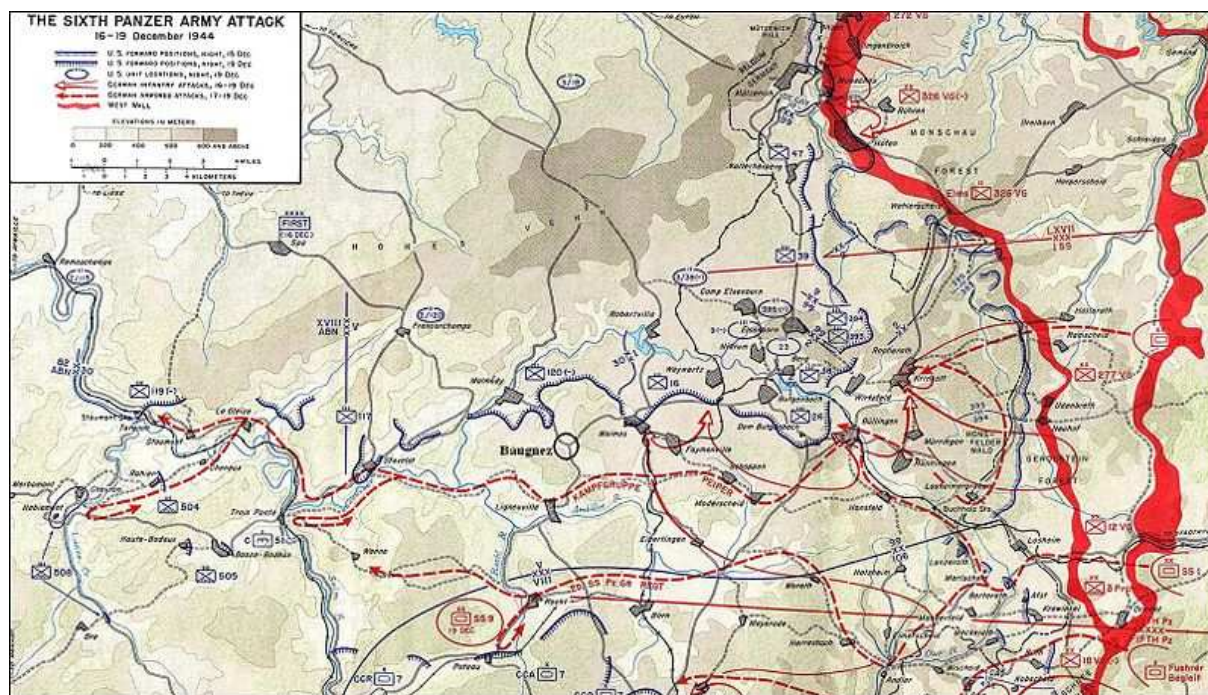
Or, ces témoignages ont été recueillis par des personnes différentes et il est par ailleurs difficilement concevable qu'autant d'hommes aient pu en si peu de temps se concerter pour inventer une telle histoire alors qu'ils n'avaient aucune raison et aucun intérêt à le faire.

Le carrefour de Baugnez va devenir un no man's land situé entre les lignes allemandes et américaines et à portée de l'artillerie des deux camps. Pour cette raison, ce n'est que le 14 janvier 1945, après qu'eut commencé le retrait des troupes allemandes, que les Américains pourront enfin récupérer les corps gelés et couverts de neige de leurs camarades de combat.

Le massacre n'est pas un fait isolé

Ce massacre est un des épisodes les plus connus de la Bataille des Ardennes. Il n'est malheureusement pas le seul de ce genre et une bonne partie d'entre eux est le fait d'une seule et même unité allemande, la Leibstandarte SS Adolf Hitler et en particulier de l'un de ses groupes de combat, le Kampfgruppe Peiper. Placé sous les ordres de Joachim Peiper, un jeune Colonel de 30 ans, nazi convaincu, ce groupe de combat occupait le flanc gauche de la 6^{er} Pz Armee commandée par Sepp Dietrich. Peiper et son groupe, fort d'environ quatre mille hommes, avaient pour ordre d'exploiter dès que possible une percée dans les lignes américaines et de foncer vers la Meuse dans le secteur de Huy où il devait prendre et occuper les ponts sur le fleuve en vue de permettre à la 6^{er} Armee d'atteindre son objectif, à savoir Anvers. Toutefois, dès le 16 décembre, premier jour de l'offensive, les choses s'engagèrent mal pour Peiper. Alors que l'infanterie chargée de percer les lignes américaines était tenue en échec, dans les embouteillages de l'arrière le Kampfgruppe Peiper brûlait en pure perte un carburant d'autant plus précieux qu'en décembre 1944 il commençait à se faire rare dans le 3^{er} Reich.

Finalement, avant même l'aube du 17 décembre, Peiper allait se charger lui-même d'opérer la percée que l'infanterie n'avait pu réaliser la veille. Aussitôt tout son groupe allait s'y engouffrer malgré l'étroitesse des routes disponibles, qui étaient loin d'être idéales pour permettre le passage du charroi lourd d'une unité blindée en mouvement. Peiper devait toutefois s'en accommoder car les meilleurs itinéraires étaient réservés au gros de la 6^e Pz Armee. C'est du reste parce qu'elle tentait de contourner un passage impraticable pour les véhicules lourds que l'avant-garde du Kampfgruppe sortit temporairement de l'itinéraire qui lui était imparti pour se retrouver de façon fortuite face au convoi américain qui venait de franchir le carrefour de Baugez.



En empruntant des chemins de traverse et en évitant les nœuds routiers importants comme Malmedy, Peiper parvint à se frayer un passage jusqu'à Stavelot et Trois-Ponts. Il allait toutefois se trouver bloqué dans l'étroite vallée de l'Amblève par les troupes américaines du génie qui firent sauter, parfois juste à temps, tous les ponts qui auraient permis à Peiper de s'extraire de cette vallée et de gagner à la fois un terrain plus dégagé et des routes plus aptes à supporter le déplacement de son unité. Peiper commit en outre une erreur monumentale en omettant de laisser à Stavelot un détachement pour garder le pont sur l'Amblève qu'il était parvenu à franchir le 18 décembre au prix de durs combats. Il en résulta que les troupes américaines parvinrent dès le lendemain à reprendre le pont et à réoccuper Stavelot, coupant ainsi Peiper de ses approvisionnements en armes et en munitions.

Encerclé, ce dernier n'eut pas d'autres ressources que de se retrancher dans le petit village de La Gleize où il attendit vainement des renforts et du ravitaillement. Finalement il lui fallut se résoudre à échapper à l'encerclement en partant à pied avec huit cents de ses hommes à travers les bois. Les blessés ainsi que tout le charroi, y compris plusieurs chars Tigre II, furent abandonnés sur place. Si sur les plans tactique et stratégique l'équipée du Kampfgruppe Peiper avait entretenu l'inquiétude de l'état-major américain pendant plusieurs jours, Peiper et ses hommes allaient également entrer dans l'histoire pour des motifs beaucoup moins honorables. En effet, le massacre perpétré au carrefour de Baugez n'est pas le seul fait du genre qui sera imputé au Kampfgruppe Peiper. En fait tout au long de leur progression dans les lignes américaines, les hommes qui en font partie vont se rendre à plusieurs reprises coupables de massacres de prisonniers de guerre. Avant d'atteindre le carrefour de Baugez, ils vont tuer froidement des prisonniers de guerre à Honsfeld et Büllingen. Ils en feront de même à Ligneuville et les jours suivants à Stoumont et La Gleize.

Pire, les civils ne seront pas épargnés. Dans la région qui se situe entre Stavelot et Trois-Ponts, on dénombre pas moins de 130 civils, dont de nombreuses femmes et enfants, assassinés de sang froid par les SS. Les témoignages, accablants, laissent peu de doutes sur l'identité des meurtriers. Du reste, dans ce secteur le Kampfgruppe Peiper est la seule unité allemande qui soit parvenue à s'infiltrer aussi loin dans les lignes alliées.

Si le massacre de Baugnez était resté un crime de guerre isolé, on aurait pu croire à l'acte irresponsable d'une poignée d'hommes ayant perdu leur contrôle en raison du stress du combat. La répétition de ces actes exclut une telle hypothèse. En fait, il semble que l'unité de Peiper, qui a beaucoup combattu sur le front de l'Est, a en quelque sorte « importé » sur le front de l'Ouest les méthodes employées en Russie. Massacres de prisonniers de guerre et meurtre de sang froid de civils sous prétexte de chasse aux partisans y étaient en effet monnaie courante. Par ailleurs, Hitler lui-même avait exigé que l'offensive des Ardennes soit menée avec brutalité et sans pitié et il semble bien que dans certaines unités ces ordres ont été relayés tout au long de la chaîne de commandement jusqu'aux hommes de troupe. Du côté américain, on l'a vu, la nouvelle du massacre de Malmedy va déchaîner la fureur des combattants. Certains, comme à Chenogne, se laisseront même aller à des représailles contre des prisonniers allemands. Lorsque l'information est relayée par la presse aux Etats-Unis, l'indignation s'empare également des citoyens américains auxquels la promesse est faite que les coupables seront poursuivis et châtiés comme il convient.

L'enquête

C'est donc avec à l'esprit l'organisation éventuelle d'un procès pour crimes de guerre que des examens *post mortem* méticuleux seront effectués par des médecins légistes sur les corps des victimes du massacre de Baugnez. Les résultats sont accablants. La plupart des corps retrouvés dans la pâture sont regroupés sur quelques mètres carrés, suggérant par là qu'ils étaient loin de combattre (contrairement à une thèse parfois avancée par certains auteurs et certains anciens du Kampfgruppe Peiper), mais plutôt qu'ils avaient été rassemblés après avoir été désarmés comme le rapportent les témoignages concordants des survivants. En outre, vingt corps présentent à la tête des blessures mortelles occasionnées par des armes de petit calibre ainsi que des traces de poudre ce qui démontre indubitablement qu'ils ont été abattus à bout portant. Vingt autres portent également le même type de blessures, mais l'absence de traces de poudre ne permet pas de déterminer à quelle distance exacte ces coups de feu ont été tirés. D'autres encore présentent à la face des ecchymoses qui semblent avoir été provoquées par des coups de crosse de fusils allemands.

Il est donc clair que bon nombre des 71 corps retrouvés les 14 et 15 janvier 1945 ne sont pas morts en raison de blessures reçues au combat, mais en raison d'actes qui peuvent être qualifiés de crimes de guerre. Par ailleurs, par la suite, de nouveaux corps seront retrouvés dans les environs immédiats du carrefour portant le nombre total de victimes à 86. Ces macabres constatations ne font que renforcer la détermination des Américains à identifier et retrouver les auteurs de ces faits. Avant même la fin des hostilités, des équipes d'enquêteurs vont passer au crible les camps de prisonniers et interroger tous ceux qui faisaient partie de la Leibstandarte SS Adolf Hitler au cours de la Bataille des Ardennes. En définitive, un certain nombre de suspects seront identifiés et envoyés pour interrogatoires complémentaires dans une prison allemande à Schwabisch Hall. Après plusieurs mois d'interrogatoires, 74 hommes de tous grades, incluant notamment le Général Sepp Dietrich, chef de la 6^e Pz Armee et Joachim Peiper, furent appelés à comparaître devant un tribunal militaire américain siégeant dans l'enceinte même du camp de Dachau. Les chefs d'accusation comportaient le meurtre de plus de trois cents prisonniers de guerre américains et le massacre de plus de cents civils belges en différents endroits, tous situés en Ardenne, pour la période du 17 décembre 1944 au 13 janvier 1945.

Le procès

Le procès eut lieu du 16 mai 1946 au 16 juillet 1946. Les accusés s'étaient vu commettre d'office des avocats américains, qui étaient également assistés par des avocats allemands. La défense était dirigée par le Colonel Willis M. Everett Jr., originaire d'Atlanta. Ce dernier qui n'avait que peu d'expérience en matière d'affaires criminelles fut horrifié par l'ampleur de la tâche qui l'attendait. En outre, il ne disposait que de six semaines pour préparer la défense de plusieurs dizaines de prévenus. Bien qu'au départ, il n'ait éprouvé aucune sympathie pour les accusés et les crimes dont ils étaient prévenus, sa position évolua très rapidement. Au fil des discussions qu'il entretenait avec eux, il obtint des informations qui modifièrent radicalement sa perception de ces hommes et, surtout, des conditions dans lesquelles les interrogatoires de Schwabisch Hall avaient été conduits.

Lors des audiences, il apparut que l'essentiel des accusations étaient basées sur les déclarations recueillies auprès des accusés lors des interrogatoires. Everett essaya à plusieurs reprises de faire retirer ces pièces du dossier, mais se heurta au refus de la Cour. Par ailleurs, il renonça très vite à faire comparaître les accusés à la barre pour éviter qu'ils ne s'accusent mutuellement et affaiblissent ainsi leur défense. Au cours de ces auditions certains, dont Peiper, évoquèrent néanmoins des mauvais traitements dont ils auraient été victimes lors des interrogatoires. Ces éléments n'infléchirent pas la position de la Cour. Pour la plupart des accusés, la défense était basée sur l'idée qu'ils n'avaient pas participé aux actes qui leurs étaient reprochés et, que s'ils les avaient commis, c'était sur ordre.

Au terme d'une brève délibération (trois minutes en moyenne par accusé), la cour rendit son verdict. Tous les accusés, sauf un, étaient reconnus coupables des faits qui leur étaient reprochés. Cinquante-trois d'entre eux fut condamnés à la peine de mort par pendaison, les autres furent condamnés à des peines de prison allant de dix à vingt ans jusqu'à la perpétuité. Ce jugement aurait pu constituer l'épilogue de l'affaire. Or, il n'en fut rien.

Les recours

Pour Everett, l'arrêt de la Cour apparut comme une catastrophe. Bien qu'il ne contestât nullement le fait que des prisonniers de guerre américains désarmés avaient été froidement abattus par leurs gardiens, il s'insurgeait contre le verdict qui condamnait à mort des hommes dont certains n'avaient pas vingt ans, alors qu'ils s'étaient bornés à exécuter des ordres dont on ne pouvait raisonnablement pas espérer qu'ils les refusent. Les méthodes employées par les interrogateurs pour obtenir les confessions des accusés lui paraissaient également sujettes à caution. Tous ces éléments lui firent percevoir le procès et son verdict comme une immense injustice qu'il s'efforça pendant des années de corriger.



Pour ce faire, il introduisit nombre de recours, appuyé en cela par les familles des condamnés et par des voix s'élevant de nombreux cercles en Allemagne, y compris les églises catholiques et protestantes. Entre-temps, le procès et ses conclusions avaient fait l'objet d'une révision approfondie de la part d'un député juge. Ce dernier transmit au Général Lucius Clay, chef des troupes d'occupations américaines en Allemagne, de nombreuses recommandations de commutation des peines qui furent suivies dans la plupart des cas. Ces recommandations étaient justifiées essentiellement par les questions que suscitait la façon dont l'instruction du procès avait été menée.

De son côté, Everett n'hésita pas évoquer l'affaire devant la Cour internationale de justice de La Haye qui se déclara incompétente au motif qu'elle connaît que des recours introduits par les Etats et pas par les individus. Un autre recours devant la Cour suprême des Etats-Unis se révéla tout aussi infructueux. Les juges ne parvinrent pas à se départager : quatre juges se prononcèrent pour la révision du procès et quatre contre. Robert Jackson, qui était le neuvième juge, refusa de se prononcer au motif qu'il avait conduit l'accusation au procès de Nuremberg.

L'agitation suscitée par cette affaire finit par convaincre le Secrétaire à l'Armée, [Kenneth C. Royall](#), de créer une commission pour enquêter sur l'affaire. Présidée par Gordon Simpson, un juge texan, la commission se rendit en Allemagne pour enquêter sur ce procès et d'autres qui eurent lieu à la même époque. En substance la commission, tout en niant que les accusés aient pu être torturés comme certains le prétendaient, considérait toutefois dans son rapport que les interrogatoires n'avaient pas été menés dans les règles et qu'en raison de la suspicion qui les entourait, il convenait de commuer les douze peines de mort qui n'avaient pas encore été exécutées. Toutefois, un des membres de la commission se désolidarisa de ses conclusions.



Massacre de Stavelot (US NARA)

C'est ainsi que sous la signature du juge Edward Van Roden parut un article qui affirmait que les accusés avaient subi des violences graves et, en outre, avaient été pendant l'instruction du procès affamés ou mis en isolement pendant des périodes de plusieurs mois. L'article ne passa pas inaperçu aux Etats-Unis et y créa un certain trouble. En effet, il décrivait des pratiques que peu d'Américains pouvaient cautionner. Suite à cette publication le Général Clay commua six autres condamnations à mort, mais refusa de se laisser fléchir pour les autres condamnés parmi lesquels figurait Peiper. L'exécution de ces condamnations fut toutefois suspendue. Il est remarquable de constater que les affirmations figurant dans cet article controversé, bien qu'en grande partie invalidées par la suite – le juge Van Roden s'étant rétracté et ayant déclaré lui-même qu'il ne l'avait pas rédigé – constituent encore toujours le document essentiel sur lequel se fondent tous ceux qui contestent l'équité du procès fait aux accusés de Dachau et par delà non seulement leur culpabilité, mais aussi l'ampleur voire la réalité du massacre.

La sous-commission du Sénat

C'est à ce moment que le Sénat des Etats-Unis entra en scène. Devant les remous créés par l'affaire, il se saisit du cas et désigna une sous-commission pour enquêter sur les conditions dans lesquelles l'instruction et le procès avaient été menés. On peut regretter que le Sénat ait choisi de désigner les sénateurs chargés de composer la sous-commission parmi les membres de la Commission des forces armées au détriment de la Commission de la Justice. En effet, certains en ont retiré l'impression que la première pouvait être plus encline à l'indulgence envers les erreurs commises par l'armée que ne l'aurait été la seconde. D'autant plus que le président de la sous-commission, le Sénateur Raymond E. Baldwin avait été employé par le même cabinet d'avocats qu'un des membres de l'accusation lors du procès. La sous-commission fut constituée en mars 1949. Elle se rendit en Allemagne et interrogea de nombreux témoins et acteurs du procès. C'est durant les interrogatoires menés aux Etats-Unis qu'allait se manifester au sein de la Commission un jeune Sénateur du Wisconsin en mal de publicité, Joseph McCarthy. Bien qu'il n'en soit pas membre, Baldwin l'avait invité par courtoisie à assister aux auditions. Pour différentes raisons qui tiennent probablement tant à des raisons électoralistes (Son état d'origine comptait une forte minorité d'origine allemande) qu'au besoin de se faire connaître, il décida de prendre la défense des accusés.

Exploitant la réserve ou la faiblesse de Baldwin, il prit carrément les commandes des interrogatoires des témoins, utilisant le style agressif ainsi que la tactique qui allait quelques années plus tard le rendre célèbre. Il n'hésita par exemple pas à déformer les faits ou à s'en prendre aux enquêteurs qui, selon lui, étaient tous des Juifs. Même certains des survivants du massacre de Baugnez furent accusés publiquement de mensonge par McCarthy.

Il allait finalement être désavoué par la Commission du Sénat sur les forces armées, mais ses interventions allaient néanmoins laisser des traces durables.

En définitive, le rapport de la sous-commission Baldwin fut adopté par le Sénat.

Dans son rapport, la Commission reconnaissait clairement l'existence de certains faits très contestables eu égard aux procédures judiciaires en vigueur aux Etats-Unis. Ainsi, elle admettait que durant l'instruction les accusés avaient fait l'objet de simulacres de procès, s'étaient vu imposer le port de cagoules ou avaient été mis en confinement. Par contre, la sous-commission réfutait les accusations les plus graves comme la torture et les simulacres d'exécution.

Tout en considérant que les commutations de peine prononcées par le Général Clay constituaient une reconnaissance implicite par l'armée du fait que certaines irrégularités avaient pu entacher le procès, la sous-commission ne se prononçait pas sur la culpabilité des accusés.

En définitive, suite au rapport, les six dernières peines de mort furent commuées en peines de prison à perpétuité. La guerre froide et le besoin de rétablir des relations normales avec l'Allemagne aidant, les condamnés furent progressivement libérés. En décembre 1956, Joachim Peiper fut le dernier à quitter sa cellule.



Exploitation de l'affaire

Quasiment dès son début, cette affaire et surtout le procès qui s'ensuivit ont fait couler beaucoup d'encre. En particulier, les milieux négationnistes s'en sont emparés et ont mis en épingle certaines des irrégularités qui ont entaché l'instruction et le procès pour tenter d'invalider les conclusions du procès de Nuremberg et les informations que ce dernier a mis à jour concernant l'Holocauste.

Ainsi, déjà en 1950 Maurice Bardèche consacrait tout un chapitre de son livre *Nuremberg II ou les Faux monnayeurs* au massacre de Malmedy et au procès qui en résulta. Sa relation du procès et de l'enquête est toutefois essentiellement basée sur l'article du juge Van Roden évoqué plus haut. Par ailleurs, selon une technique désormais bien connue, Bardèche n'hésite pas à mêler le vrai et le faux pour soutenir sa théorie. Ainsi écrit-il que malgré les protestations sur les verdicts rendus et les questions entourant la procédure ayant mené à ces verdicts, certains des accusés ont été exécutés, ce qui est pure invention de sa part.

Depuis lors, ce genre d'écrits s'est multiplié avec parfois l'aide des ex-condamnés qui n'hésitent jamais à raconter une nouvelle version de l'histoire qui les innocentent complètement, comme celle selon laquelle les Américains fait prisonniers se seraient soudainement saisis à nouveau de leurs armes pour attaquer leurs gardes, ce qui aurait contraints ces derniers à les tuer lors d'un combat féroce. Au mieux, ils parlent d'un malheureux concours de circonstances qui les a conduit à tuer des Américains dont ils n'avaient pas vus qu'ils étaient désarmés.

Ces affirmations sont évidemment reprises *con amore* par tous ceux qui souhaitent nous faire croire que les troupes SS n'étaient constituées que de courageux soldats. Courageux soldats dont un certain nombre a été injustement accusé et condamné d'avoir tué des prisonniers de guerre américains à Baugnez alors qu'on leur a extorqué des aveux par les méthodes les plus barbares. Et certains de ces critiques n'hésitent pas à faire passer les survivants témoins du drame au mieux pour des affabulateurs, au pire pour des menteurs. Ils oublient au passage que depuis le début de l'affaire les relations de ces témoins sont toutes précises et concordantes quant à la façon dont les faits se sont produits. Et, qu'en outre, au fil du temps les récits de ces miraculés ont très peu varié, contrairement à ceux de leurs bourreaux qui nous en servent une nouvelle version quasiment chaque année. Il est vrai que les bourreaux ont régulièrement l'occasion de se concerter pour peaufiner leur histoire lors des réunions d'amicales d'anciens SS. Curieusement, seul le massacre de Malmedy est cité dans les ouvrages négationnistes. Les auteurs de ces écrits omettent soigneusement de rappeler que si 74 SS se sont retrouvés devant le tribunal, ce n'est pas uniquement pour le massacre commis à Baugnez, qui n'est que le plus connu, mais également à plusieurs autres endroits en un laps de temps très court.



Par ailleurs, les thuriféraires de Joachim Peiper n'oublient jamais de rappeler qu'il est prouvé qu'au moment où le massacre a eu lieu, Peiper était à des kilomètres de là. C'est parfaitement exact. Encore convient-il de tempérer ces propos. Les kilomètres en question ne se comptent pas en dizaine comme on serait tenté de le croire à les entendre, mais se chiffrent à quatre ou cinq tout au plus. Par ailleurs, les admirateurs de Peiper oublient soigneusement de rappeler que de dernier n'a pas été condamné pour le massacre de Malmedy, mais notamment pour avoir transmis des ordres invitant ses hommes à se « débarrasser » des prisonniers de guerre s'ils devaient ralentir leur progression.

Et ils sont également muets sur le principe qui voudrait qu'en tant que chef de l'unité Peiper endosse incontestablement une responsabilité dans ces massacres qui apparaissent comme étant le fait d'une collectivité organisée plutôt que comme le résultat des agissements de quelques individus perturbés ou incontrôlables.

Le tribunal militaire, un instrument approprié?

Par delà le fait particulier, cette affaire et la façon dont le procès fut mené pose néanmoins la question de savoir si un tribunal militaire comme celui qui siégea à Dachau est bien l'instrument approprié pour juger une telle affaire. Il est incontestable qu'en décembre 1944, des crimes de guerre graves ont été commis au cours de la Bataille des Ardennes. A ce titre, il était normal de rechercher et juger les coupables de ces faits. Mais les enquêteurs et les juges étaient en même temps très proches des victimes, puisqu'en définitive ils appartenaient au même corps, à savoir l'armée américaine. Dès lors, étaient-ils réellement en mesure de faire preuve de la sérénité qui s'impose lorsqu'on veut rendre une bonne justice.

Plus de soixante années après les faits, l'impression est que cette sérénité a fait défaut. On peut le regretter. Une instruction plus conforme aux principes du droit et un procès plus serein auraient sans aucun doute permis de dégager des conclusions moins sujettes à critique, ce qui aurait rendu plus difficile la tâche des négationnistes. Et il faut bien admettre, comme l'écrit Michaël Reynolds, la justice est à ranger au nombre des victimes de cette affaire.

Nonobstant ces lacunes, le procès a eu le mérite d'exposer les faits et de rappeler leur matérialité et leur réalité : il y a bien eu non pas un, mais plusieurs crimes de guerre dont la matérialité ne peut être raisonnablement mise en doute. C'est incontestable et le procès a eu au moins le mérite d'établir ce fait de façon irréfutable.

Sources :

Hugh M. Cole (Office of the chief of military history), *United States Army in World War II, The European Theater of Operations, The Ardennes : Battle of the Bulge*, Department of the Army, Washington D.C., 1965

Charles B. MacDonald, *Noël 44 : la bataille d'Ardenne*, Bruxelles, Pire, 2004 Émile Engels, *Ardennes 1944-1945*, guide du champ de bataille, histoire, éd. Racine, Bruxelles, 1994

Richard Gallagher, Malmedy Massacre, Paperback Library, 1964

Gerd J. Gust Cuppens, *Massacre à Malmedy ? Ardennes : 17 décembre 1944*, éditions Heimdal, 1989
Robert Griffith, *The Politics of Fear : Joseph R. McCarthy and the Senate*, University of Massachusetts Press, 1987

Roger Martin, L'Affaire Peiper, Dagorno, 1994

[Maurice Bardèche](#), *Nuremberg II ou les Faux monnayeurs*, éditions Les Sept Couleurs, 1950

Michael Reynolds, *Massacre At Malmédy During the Battle of the Bulge*, dans *World War II Magazine*, février 2003

United States v. Valentin Bersin, and al., Case nr. 6-24, *Review and recommendations of the Deputy Judge Advocate for war crimes*, 20 October 1947

Malmedy massacre Investigation – Report of the Subcommittee of Committee on armed services – United States Senate – Eighty-first Congress, first session, pursuant to S. res. 42, Investigation of action of army with respect to trial of persons responsible for the massacre of American soldiers, battle of the Bulge, near Malmedy, Belgium, December 1944, 13 octobre 1949

American atrocities in Germany, by Judge Edward L. Van Roden, *The Progressive*, février 1949

The Nightmare Decade: The Life and Times of Senator Joe McCarthy, Fred J. Cook, Random House, 1971

James J. Weingartner, *Unconventional Allies: Colonel Willis Everett and Ss-Obersturmbannführer Joachim Peiper*; *The Historian*, Volume 62, Issue 1, 1999

http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_Baugnez

http://fr.wikipedia.org/wiki/Proc%C3%A8s_du_massacre_de_Malmedy

(NDLR : Ces 2 articles Wikipédia sont de Robert Lejoly)

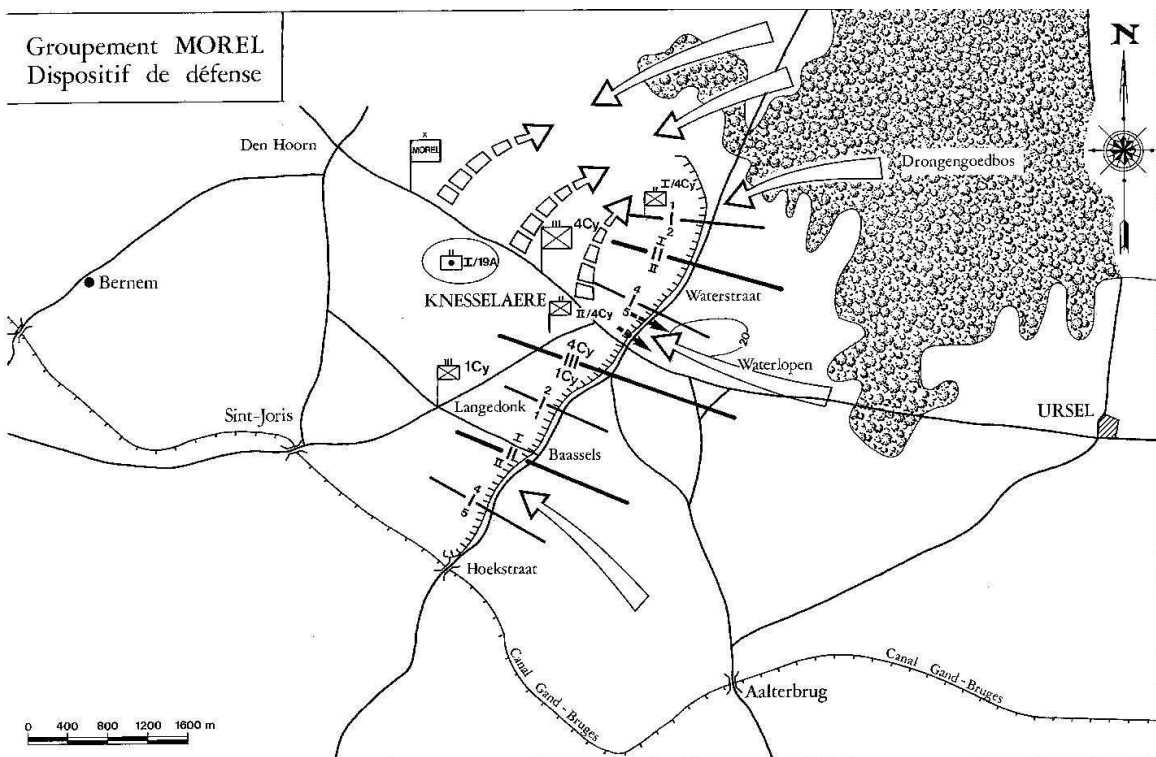
KNESSELAERE, LA DERNIERE VICTOIRE

Prosper Vandenbroucke

Les «3» pren-

Dans l'après-midi torride du 27 mai 1940, le front belge, soumis aux derniers coups de boutoir de l'ennemi, vacille. Là où il tient encore, c'est comme une corde tenue à se rompre et qui, si elle s'effrite quelque part, provoquera des ruptures en chaîne. Le GQG s'inquiète du désordre des communications et des arrières, de la fatigue, proche de l'épuisement, des troupes en ligne, du manque de consistance de certaines divisions éprouvées ... Et pourtant, à l'heure où le destin de l'armée belge se joue, elle va remporter une victoire inattendue. A Knesselaere, une contre-attaque de Cyclistes, soutenus par deux des trop rares blindés, allait faire à l'ennemi 118 prisonniers et capturer un matériel important.

Parler, à notre époque, de mobilité stratégique et de mordant offensif pour des troupes se déplaçant à bicyclette, peut prêter à sourire, mais, dans les circonstances de 1940, il en était bien ainsi. Sur une bonne route, les unités cyclistes pouvaient aisément tenir une vitesse moyenne de 12 km/h (le triple des colonnes d'infanterie). En terrain plat, et pendant un court temps d'effort, elles pouvaient atteindre 18 km/h L'étape quotidienne moyenne est de 80 km mais des unités bien entraînées peuvent fournir plusieurs étapes quotidiennes successives de 100 km. La campagne des dix-huit Jours permettra de vérifier ces données théoriques du Règlement sur l'emploi des Troupes Légères: le 1^{er} Carabiniers-Cyclistes (1 Cy) a parcouru 800 km, son régiment frère le 4 Cy plus de 700 km.



Mais ce sont les conditions mêmes de la campagne, scandée par d'interminables marches de retraite coupées de prises de position hâtives, qui illustreront certains avantages du vélo et permettront de constater que les cyclistes (Carabiniers, Chasseurs Ardennais, Cyclistes-Frontière, escadrons divisionnaires) sont aussi mobiles que les unités motorisées, aussi rapides grâce à leur souplesse plus grande. Pour eux, pas de mise en place compliquée des colonnes ni d'itinéraires réservés, utilisation des routes secondaires et des raccourcis, voire crochets en tout terrain. Sur les routes encombrées de civils réfugiés et soumises aux bombardements des Stukas, c'est un avantage appréciable.

La rusticité du matériel élimine les problèmes de maintenance et de logistique. A cette mobilité, il faut joindre le silence du vélo permettant de rompre le contact, surtout la nuit, discrètement et rapidement, et la liberté de mouvement du cycliste au combat. Tout le barda reste arrimé au vélo, laissé derrière la position, sous la garde du «caporal-vélos». Les mitrailleurs des Cyclistes avaient même bricolé un système ingénieux qui leur permettait de transporter sur les vélos la mitrailleuse et son trépied et de les amener ainsi silencieusement sur les positions de combat en abandonnant à l'arrière les ACMi (auto-caisson mitrailleur). Malgré la longueur et la dureté des étapes fournies, le soldat cycliste est encore apte au combat défensif et même à l'action offensive, d'autant plus qu'on n'exige pas de lui les travaux et terrassements de campagne demandés à des fantassins qui ont déjà accompli une étape de 30 km, étouffés sous leur lourde capote et l'«armoire» de trente kilos qu'ils doivent porter sur le dos.

Troupes légères, les Cyclistes sont bien dotés en armement automatique et lourd, qui leur donne capacité défensive et capacité d'attaque par la puissance de feu, conjuguée éventuellement avec celle des engins blindés des divisions de cavalerie au sein desquelles ils opèrent. Théoriquement, le régiment cycliste totalise 48 fusils-mitrailleurs, 24 mitrailleuses Hotchkiss et 8 canons antichars de 47 mm tractés. Dès mars 1940, le 1 Cy se verra renforcé par une compagnie de canons 47 sur chenillettes T13 venue de la 3 D.I, ce qui lui donnera une couverture antichars exceptionnelle dans l'armée belge. Régiment de réserve, le 4 Cy resta limité à ses seuls moyens organiques.



Vélo type des Carabiniers Cyclistes belge en mai 1940

(crédit photographique: site internet 2 ème Bataillon de Carabiniers Cyclistes)

Le 10 mai avait trouvé le 1 Cy au sein de la 2^e D.C (Division de Cavalerie). dont le QG était à Hasselt. Passé à la réserve du Corps de Cavalerie, il organisa un centre antichars à Saint-Trond, puis alla dans la nuit du 12 au 13 prendre position à Winterbeek où il combatta vaillamment le 14. Il fut ensuite dirigé sur l'Escaut, face au nord entre Wetteren et Schoonaarde, puis fut affecté à la partie sud du Bas-Escaut.

Le 4 Cy faisait le 10 mai partie des troupes légères aux ordres du III C.A. (Corps d'Armée). Après avoir effectué les destructions prévues à la frontière et affronté les pointes ennemies, il fut placé à l'arrière-garde pour couvrir la retraite du III C.A. sur la Meuse. Le 17 mai, après un vaste crochet par Binche et Enghien il atteint Merchtem et reste à la disposition du III C.A. pour la défense du canal de Willebroek. Le 19 mai, le 4 Cy rentre dans le dispositif des Troupes Légères à Overmere et va fournir leur réserve. Le 21 mai, c'est la prise de position sur le canal Gand-Terneuzen, puis, à partir de la nuit du 23-24 mai sur le canal Léopold, aux ordres de la 1^{ère} D.C.

Le brillant combat mené à Watervliet, Muizenhol et Isabelle Geleed le 25 mai ne peut empêcher l'abandon sur ordre de la position dans la nuit et le redéploiement au sein d'un groupe de bataille dans la région de l'Ecluse. Malgré la fatigue extrême des hommes au cours de cette série de combats de jour et de déplacements de nuit, le haut commandement voit dans un nouvel engagement des 1 Cy et 4 Cy, réunis en une sorte de brigade, une de ses dernières cartes.

COLMATER LA BRECHE

Au soir du 26 mai, les combats, qui se déroulent sur Lys, imposent au commandement belge de se reconstituer rapidement d'ultimes réserves derrière les régions les plus menacées, afin de pouvoir intervenir pour colmater les brèches et d'éviter des ruptures de front désastreuses. En effet, pendant la journée du 26, dans le secteur du II C.A. la 12^{ème} D.I. a été soumise à de fréquents et solides tirs d'artillerie qui s'intensifient encore l'après-midi, en préparation à une attaque. Celle-ci se déclenche à 16 h sur le front du 23^{ème} de Ligne. Franchissant le canal en canots pneumatiques aux environs de la Langstraat, l'ennemi prend pied sur la rive ouest, exploite rapidement son succès et élimine le 23^{ème} de Ligne comme unité combattante. En prélevant des renforts sur la 11^{ème} D.I., le II C.A. parvient à reconstituer une ligne de front à peu près continue entre l'ouest d'Oostwinkel avec 2 deux bataillons du 22^{ème} de Ligne et une bretelle de la 11^{ème} D.I. raccordée au canal par les restes du 2^{ème} de Ligne (un bataillon intact, deux fort éprouvés).

C'est dans ce contexte qu'est constitué le Groupement Morel de Westgaver, du nom du colonel BEM (Breveté d'Etat-Major) commandant la cavalerie de la 1^{ère} D.C. Il a sous ses ordres deux régiments cyclistes (le 1 Cy du colonel BEM Flameng, le 4 Cy du colonel BEM Jadot), un groupe du 19^{ème} d'Artillerie à cheval (commandant Vanerom), l'escadron d'autos-blindées (commandant Defossez) du 1^{er} Chasseurs à Cheval et quelques éléments motorisés du même régiment. Au moment où la formation du Groupement Morel est décidée, ses éléments étaient dispersés: le 1 Cy sur la frontière hollandaise entre Kruisschans et Aardenburg;; le 4 Cy, le 1/19ACh et les motorisés du cdt Dufossez faisaient partie, avec le 2^{ème} Guides, d'un groupement de bataille entre l'Ecluse et Sint-Pinterdyk. Dans la nuit du 26 au 27 mai, les éléments du Groupement Morel font mouvement vers les bois de Maria Aalter, qu'ils atteignent à l'aube, dans un grand état de fatigue.

Ils n'auront que quelques heures de repos car les événements se sont précipités. Le 27 mai, à 5 h, les Allemands reprennent leur attaque dans la région d'Oostwinkel. Après avoir bousculé le 22^{ème} de Ligne, ils poussent vers Ursel au sud-ouest et vers le sud, créant en trois heures une poche dangereuse. En fin de matinée, ayant reçu du GQG un ordre de repli, le lieutenant-général Michem, commandant le II C.A., décide de ramener la 12^{ème} D.I., fortement éprouvée et réduite à quatre bataillons et trois groupes d'artillerie, vers Oostkamp, tandis que la 11^{ème} D.I. occuperait la ligne Eentveld - canal Gand/Bruges.

La première mission du Groupement Morel, mis à la disposition de Michem, était de couvrir la retraite et de permettre la prise de position de la 11^{ème} D.I. Mais les événements se précipitent: l'attaque ennemie progresse rapidement vers Ursel, des éléments pénètrent dans les bois de Drongen-Goedbos et la 11^{ème} D.I. ne peut s'installer sur la ligne prévue.

Sa mission va être reprise par les éléments cyclistes du Groupement Morel: protéger le repli de la 11^{ème} D.I., colmater la brèche ouverte par l'ennemi et l'arrêter sur la ligne Eentveld - Knesselaere - canal Gand/Bruges. Le colonel Morel prépare un plan de défense très simple: ses deux régiments cyclistes en ligne (le 4 Cy à gauche entre Eentveld et 400 m au sud de la route Knesselaere-Ursel, le 1 Cy entre les lisières sud de Knesselaere et le canal). Il garde les blindés du 1^{er} Chasseur à Cheval en réserve et l'artillerie reçoit une position de tir à l'ouest de Knesselaere. C'est au 1 Cy qu'il appartient d'organiser le recueil des éléments de la 11^{ème} D.I. en repli, tandis que le 4 Cy tiendra la position de Knesselaere avec son 1^{er} Bataillon (cdt Laboulle) entre Eentveld et les lisières nord du village (faisant faire à sa compagnie de gauche un crochet défensif face au nord pour prévenir toute tentative de débordement) et son 2^{ème} Bataillon (major Martin) occupant solidement l'agglomération elle-même.

UN VILLAGE EN FEU

Les troupes s'ébranlent vers midi, le 4 Cy en tête, sur la route de Knesselaere. La progression s'avère difficile car il faut couper les itinéraires de repli de la 11^{ème} D.I. On aperçoit au loin Knesselaere en flammes, pilonné par l'aviation ennemie, et il faut remonter toute une colonne d'artillerie en retraite visée par les avions. Certains officiers déconseillent même aux Cyclistes d'aller prendre position dans un village où des stocks importants d'explosifs qu'ils ont dû abandonner risquent de sauter d'un moment à l'autre. Le colonel Jadot intervient alors pour faire dégager l'itinéraire et faire franchir d'un bond par la 1^{re} Compagnie (lieutenant Haas) le seul pont utilisable sur le canal.

A l'arrivée à Knesselaere, le spectacle est tragique: les maisons incendiées fument encore, des toits flambent, il ne reste de l'église que ses quatre murs, tandis que les Heinkel continuent à tourner. Heureusement, la méthode de déplacement par petites fractions, adoptée par les Cyclistes, leur permet d'échapper à leur action. Le 1^{er} Bataillon va immédiatement occuper son quartier, avec sa 1^{ère} compagnie face à l'est, parallèlement à la route de Maldeghem. Elle ne peut établir de contact au nord avec des troupes amies et doit affecter son peloton de soutien à un crochet défensif, face au nord, renforcé par des mitrailleuses de la 3^{ème} Compagnie. La 2^{ème} Compagnie (lieutenant Blavier) s'établit entre la 1^{ère} Compagnie et le village. C'est le 2^{ème} Bataillon qui occupe ce dernier avec deux compagnies en ligne parallèlement toujours à la route de Maldeghem. Mais la défense est rendue malaisée par l'existence de nombreux bosquets, de haies, de maisons entre le village et le massif boisé du Drogen-Goedbos. Ce manque de visibilité ne peut manquer de favoriser les infiltrations ennemies, d'autant plus que des champs de hautes moissons s'étendent entre la route de Maldeghem et le Drogen-Goedbos.

Dernière arrivée sur la position, la 5^{ème} Compagnie (commandant Goes), s'installe en défensive dans le village: les pelotons Halleux et Pottier à la limite est, le peloton Donis interdisant les accès principaux et formant réduit au PC de Goes, sur la grand-place. Les mitrailleuses sont réparties aux ailes et pour prendre en enfilade la route d'Ursel, débouché probable de l'ennemi. Un canon de 47mm est placé à un carrefour pour battre la route d'Ursel et celle de Aalter. Le colonel Jadot installe son PC à la sortie ouest du village, et coordonne l'appui du groupe d'artillerie.

Ce dernier sera bientôt mis par le colonel Morel de Westgaveer à la disposition du seul 4 Cy, aucun contact avec l'ennemi n'étant signalé au sud sur la ligne tenue par le 1 Cy qui s'est disposé comme prévu. Il était temps. Procédant par infiltrations, l'ennemi a déjà atteint Knesselaere et commence à y pénétrer par la partie nord, en profitant des couverts, jardins et champs de blé. Il est appuyé par des tirs d'artillerie ou de minenwerfer et des mitrailleuses. Les 75 de l'artillerie à cheval parviennent à enrayer l'avance ennemie devant le front du 2^{ème} Bataillon, mais ce n'est qu'un répit. Vers 16 h, en dépit des tirs d'artillerie belge sur les éléments ennemis localisés il apparaît nettement que les Allemands accentuent leur action sur l'axe Ursel- Knesselaere. La Compagnie Goes est sérieusement pressée en front et en flanc et l'ennemi a réussi à occuper une croupe avantageuse devant la 4 CY



Le vélo est lourdement chargé mais les cyclistes restent très mobiles

Bientôt, les feux ennemis atteignent une telle intensité, à l'abri des couverts, que deux des groupes de combat du peloton Halleux doivent décrocher d'une position, devenue intenable, pour une nouvelle à l'intérieur de la localité, après avoir perdu le chef de la section DBT. A l'artillerie allemande se joint l'aviation qui déverse sur Knesselaere des bombes incendiaires. Les incendies se rallument avec une fumée tellement opaque que le 2^{ème} peloton, resté en dehors du village, doit faire replier deux de ses groupes vers le centre de la localité. A la limite sud du 2^{ème} Bataillon, l'ennemi s'est tellement rapproché que les «Diables Noirs» doivent s'y défendre à la grenade.

L'ennemi semble cependant s'essouffler. Mais cette impression est celle des combattants au contact. Au PC du colonel Jadot, le bruit des tirs, les explosions, les incendies donnent le sentiment que l'ennemi a réussi à s'infiltrer dans l'ensemble du village et que les lignes belges vont être submergées. Si le PC est encerclé et capturé, il ne faut pas que le fanion du 4 Cy tombe aux mains de l'ennemi! Devant les officiers au garde à vous, l'emblème est livré aux flammes, le lion et la cordelière mis en lieu sûr. Pendant ce temps, on se bat toujours avec acharnement autour de la chapelle qui marque la limite sud. Un nid de mitrailleuses ennemies est neutralisé par le groupe de combat du sergent Van Obbergen.

LES BLINDES A LA RESCOUSSE

Heureusement, peu avant l'accentuation de l'attaque ennemie vers 16 h, le colonel Morel de Westgaver se trouvait au PC de Jadot. Il décide d'alerter l'escadron blindé du 1^{er} Chasseurs à Cheval et de le faire intervenir au profit des Cyclistes, pour un travail, d'abord, de patrouilles. Passant en trombe devant le PC du 4 Cy, le peloton du lieutenant Pierre Rolin pénètre dans Knesselaere et établit le contact avec le commandant Goes. Il se compose d'un char léger T15 avec mitrailleuse (maréchaldes-logis Van de Goor) et d'un T13 (un canon de 47 et un fusil-mitrailleur) à bord duquel se trouve Rolin.

Le T15 reçoit la mission de s'avancer vers Ursel et de déterminer la force et la position de l'ennemi. Le T13 de Rolin effectuera une reconnaissance vers le sud par la route d'Aalter pour rechercher le contact avec le 1 Cy. Cette liaison se fera rapidement, le T13 de Rolin, rasant les maisons pour déjouer l'aviation, rencontre en dehors du village un T13 envoyé par la 1 Cy à la découverte, car on croyait Knesselaere occupé par l'ennemi. Le T15 n'a vu que de vagues silhouettes mais il a pris sous le feu un camion ennemi.



Colonel Morel de Westgaver

C'est alors que les deux blindés se trouvent sur la place du village que le commandant Goes ordonne au peloton Halleux de réoccuper sa position primitive, au carrefour des routes d'Ursel et de Maldeghem-Aalter. Il s'agit donc de contre-attaquer, et le soutien des blindés est essentiel.

Le T13 de Rolin et la mitrailleuse du T15 ouvrent d'abord le feu sur la gare du vicinal occupée par les Allemands, puis les deux blindés s'ébranlent, flanqués à droite par un groupe de combat et suivis par le reste du peloton. Les maisons occupées par l'ennemi sont nettoyées à la grenade, on y fait des prisonniers et on libère des lignards du 20^{ème} de Ligne qui y servaient de «boucliers humains». Comme on signale deux canons antichars (PAK 37 mm) dans les jardins le T13 vire, ce qui provoque la fuite des servants vers les champs de blé, tandis que d'autres lèvent les bras.

Le T15 de Van de Goor a, quant à lui, dépassé Rolin et, faisant un crochet, fonce dans les champs de blé vers Ursel puis se rabat, jetant l'effarement dans les lignes allemandes. Les fantassins ennemis se jettent en avant pour échapper au T15 et sont capturés par les Cyclistes de Halleux. Un premier lot de 27 prisonniers, appartenant à la 1^{ière} Compagnie du 338 I.R., est dirigé vers le PC du major Martin.

LOS ! AUFSTEHEN !

La contre-attaque s'est donc achevée sur un succès. Il reste cependant un fort parti ennemi qui continue à tirer, dissimulé dans un champ de blé. Halleux paie d'audace: il ordonne aux deux fusiliers-mitrailleurs qui l'accompagnent de préparer leur arme pour le tir en marchant et de se dresser subitement, en même temps que les hommes de son peloton.

Arrivé à bonne portée, il se lève brusquement avec ses tireurs et crie aux Allemands « Los ! Aufstehen » Trois hommes, puis deux, puis d'autres, lèvent les bras et jettent leurs armes. Leur chef se rend et estime le coup bien joué. Un groupe de 22 ennemis se laisse désarmer sans difficultés. Ils expliquent qu'une salve de mortier (plus probablement un fusant de l'artillerie) a tué leur major et son adjoint. Le T13 de Rolin poursuit et contraint à la reddition ceux qui se sauvent et une colonne de 58 prisonniers, dont deux officiers, est dirigée sur le PC de Goes, puis celui du major Martin.

La position du carrefour est réoccupée, mais, d'initiative, Halleux et Rolin décident de poursuivre l'attaque jusqu'à Waterlophen, par la route d'Ursel. La région est rapidement nettoyée. Le bilan final de ce rare cas de coopération blindé-infanterie au cours des dix-huit Jours est un butin impressionnant: deux canons PAK de 37 mm, un camion et six mitrailleuses lourdes, cinq légères, de nombreuses mitraillettes sans compter les armes abandonnées dans les champs. Le nombre total des prisonniers s'élève à 118, mais ce succès a été acquis au prix de six morts et de dix blessés parmi les Cyclistes.

La contre-attaque s'est passée aux alentours de 17 h 45. A 19 h, les deux blindés de Rolin sont rappelés par le Groupement Morel.

EN ATTAQUE VERS LE NORD

Pendant ces événements, les 2^{ème} et 4^{ème} compagnies du 4 Cy avaient tenu énergiquement leur front au centre du dispositif. A l'aile gauche, là où la 1^{ière} Compagnie (Lt Haas) s'était placée en crochet défensif, l'effort ennemi, vers 16 h, pour tourner l'aile gauche avait été arrêté mais l'on pouvait craindre une manœuvre d'enveloppement à l'abri des couverts. Des patrouilles lancées sur ordre du colonel Jadot étaient venues confirmer ces craintes. Il fallait donc faire intervenir une réserve en direction du nord et du nord-est de Knesselaere, vers Eentveld, pour prendre en flanc l'ennemi.

La contre-attaque sera fournie par un peloton de la 2^{ème} Compagnie du 4 Cy (sous-lieutenant Michaux), avec le soutien d'un canon de 47mm et de deux T13 fournis par le 1^{ier} Chasseurs à Cheval (peloton de l'adjudant Boon). L'action du peloton Michaux, en ligne de groupes, avec soutien des blindés force les Allemands à se replier dans les bois, abandonnant un canon de 37 et son tracteur. Malheureusement, en fin de progression, le T13 de l'adjudant Boon tombe dans un fossé à bords francs et rompt son ponceau. L'autre, pris sous le feu, est mis hors service par la rupture d'une chenille.

Pendant les combats menés dans Knesselaere par le 4 Cy, le 1 Cy avait également été attaqué. Refoulé du village, l'ennemi avait tenté de déborder Knesselaere par le sud. C'est évidemment sur le front de la 2^e Compagnie, unité nord du 1 Cy, que les engagements les plus violents avaient eu lieu. Là aussi, l'emploi d'une chenillette T13 (adjudant Martiny) avait permis de purger les champs de blé, de faire des prisonniers. Peu à peu cependant, le combat s'étendra de proche en proche et enflammera toute la ligne tenue par le 1 Cy. A la tombée de la nuit, l'ennemi semble contenu, en dépit de ses tentatives de débordement.

Mais, au nord, dans le sous-secteur du 4 Cy, les Allemands se sont ressaisis et cherchent à pousser plus loin vers l'ouest, pour atteindre la route Oostveld-Den Hoorn, ce qui menace de couper le Groupement Morel de ses arrières. Aussi les dernières réserves sont mises à la disposition du 4 Cy pour devancer l'ennemi sur la route d'Oostveld et l'y arrêter. Ces réserves – quelques motocyclistes des Chasseurs à Cheval et un T13 du 1 Cy – sont placées sous les ordres du sous-lieutenant Leburton. Quand ils arrivent à pied d'œuvre, le crépuscule tombe. Tapis dans les bois, les Allemands prennent le T13 sous le feu tuant l'équipage et incendiant le véhicule. Les motocyclistes sont dispersés mais cette ultime contre-attaque a arrêté l'ennemi dans sa tentative et laisse le Groupement Morel libre de ses mouvements.

A 22 h, l'ennemi contenu en front et en flanc, le colonel Morel de Westgaver donne au 4 Cy l'ordre de rompre le contact et de se regrouper dans la région de Nachtegaal (Oostkamp) pour y couvrir un déploiement de l'artillerie lourde. Malgré quelques tirs de harcèlement, le repli s'effectuera en bon ordre. Le 4 Cy recevra, le 28 à 4 h, l'ordre de faire sauter le pont de Beernem. Le 1 Cy, de son côté, a rompu le contact dans la nuit, vers 3 h, et s'est installé à 5 h 30 dans les bois de Het Kampveld. C'est à Nachtegaal Het Kampveld que les deux vainqueurs de Knesselaere apprendront avec consternation la capitulation de l'armée belge !

SOURCES :

Colonel André Minguet, « Jours de Guerre » n°3, Col lection « Crédit Communal de Belgique », 1991

Site « 2ème Bataillon de Carabiniers Cyclistes »

<http://groups.msn.com/nh0vasa1oncq6gor7bg79479p0/bienvenue.msnw>



Les 29 et 30 avril, lors d'un des rares moments de répit des Black Panthers, on se rase dans les eaux calmes de l'Inn, frontière naturelle entre l'Allemagne et l'Autriche. Les troupes du Troisième Reich se repliaient alors dans les Alpes bavaroises où on croyait à l'époque qu'Hitler établirait ses derniers retranchements. La puissante Première Armée Ukrainienne du Maréchal Ivan S. Koniév faisait avancer son rouleau compresseur et venait de dépasser Vienne. Le 761st de son côté n'attendait pas les bras croisés et continuait à prendre ville après ville et village après village dans le pays qui avait vu naître le Führer. La Compagnie B libéra d'ailleurs au passage Braunau sur Inn, où Adolf Hitler vit le jour. Au loin, les Autrichiens agitaient des drapeaux au couleur de leur pays pour montrer aux Alliés qu'ils n'étaient que des victimes, obligés de marcher au pas de l'oie quand Hitler et ses hordes les avaient entraînés malgré eux dans une guerre qu'ils ne souhaitaient pas.

Le bataillon arriva à Ering le 2 mai, Compagnie A en tête, avec le 5^e Régiment de la 71^e Division d'Infanterie. Patrouillant l'autoroute entre Salzbourg et Vienne, le 761st bouscula l'ennemi et l'obligea à abandonner Kirchdorf et Haag avant de libérer la grande ville de Wels. Celle-ci abritait une énorme concentration de forces ainsi qu'un aéroport d'importance. Les tankers détruisirent plusieurs appareils au sol et de nombreux pilotes périrent dans leur cockpit sous les tirs précis des mitrailleurs de chars. Les toits en coupole des hangars furent complètement soufflés par les obus explosifs. Le Second-Lieutenant Frank C. Cochrane de la Charlie utilisa son calibre .50 pour descendre un Junker en plein vol. L'avion de transport s'écrasa sur l'Inn avec de nombreux hommes à bord puis disparut dans les flots.



Au bout de l'horreur



Les tankistes du 761st se trouvaient alors dans les environs de Mauthausen. Ils libérèrent une aile de ce camp, Günskirchen, avec des hommes de la 71^e DI. Bien qu'ayant vécu toutes sortes d'expériences traumatisantes, ils n'étaient pas préparés aux horreurs qu'ils y trouvèrent. Des hommes réduits à l'état de momies squelettiques et qui n'en finissaient plus de sortir des baraques. Même les plus durs ne purent retenir leurs larmes sous le coup de ces violentes émotions. Laissons les témoins raconter eux-mêmes ce qu'ils y ont vu :

- William McBurney : « J'ai dit au chauffeur de passer la grille et on est entré dans le camp. Des gens sortaient de partout. Voir tout ça, voir ces gens.. »

- Leonard Smith : « Ça faisait pleurer et ça rendait malade. On pouvait compter tous les os de leur corps. On aurait dit des squelettes perdus, c'est de ça qu'ils avaient l'air. »

- Preston McNeil : « J'ai pleuré pendant environ 5 minutes, je ne pouvais pas le croire. »

Parmi les rescapés, une jeune femme, Irene Feuer: « Soudain, un grand et gros soldat noir américain est arrivé à bicyclette, une bicyclette de femmes, c'était la première fois que je voyais une personne noire. Il est venu juste devant moi, il m'a donné le vélo et un gros sac de chocolat. Je pense que c'était la première fois depuis plusieurs années que j'ai senti du bonheur. »

Aussi un homme, dont la famille entière avait péri dans les camps, Max Eisen: « J'étais vraiment très reconnaissant envers les libérateurs, parce que sans eux, on ne s'en serait pas sorti. S'ils étaient arrivés quelques heures ou quelques jours plus tard, beaucoup d'entre nous seraient morts. Je leur serai à jamais reconnaissant. »

Derniers combats :

On détourna ensuite l'attaque vers le sud sur l'Enn au confluent de la Steyr. Bad Hall et Lambach s'ajoutèrent à la liste des villes capturées pendant cette poussée. La prise de Lambach fut principalement l'oeuvre de la Able Coy et les hommes du Capitaine Baker y firent environ 3 000 prisonniers. Kremsmunster se rendit également alors que l'ennemi négociait une reddition totale des troupes en présence. Au sud-est de Lambach, dans une région boisée, la Cie A rencontra sa dernière opposition majeure.

Elle la réduisit rapidement au silence, immobilisant 2 Panzer IV; liquidant 20 nids de mitrailleuses, 4 Panzerfausts; avec 400 tués et 300 prisonniers. Puis l'ordre vint d'attendre les Russes: « You will advance to the Enns River, and you will wait there for the Russians ! » Le 6 mai, on aperçut les étoiles rouges des chars russes qui traversaient l'Enn pour établir la jonction. Le Cessez-le-feu fut ordonné quand le Général commandant les Armées allemandes du Groupe Sud, Lothar von Rondulic, signa la reddition de ses troupes.

Le bataillon transféra son Poste de Commandement à Bissengen en Allemagne afin d'accomplir sa mission d'occupation entre le 18 juin et le 30 juillet 1945. Il se déplaça ensuite à Teisendorf en Bavière, près de Salzbourg, où il établit son nouveau PC le 2 août. On annonça le retour du bataillon aux Etats-Unis pour le mois de septembre.

Officiers commandants

| | | | |
|--------------------|--------------------------|------------------|------------------|
| Lieutenant-Colonel | Edward E. Cruise | 1er avril 1942 | 21 novembre 1942 |
| Major | John R. Wright Jr | 22 novembre 1942 | 3 juillet 1943 |
| Lieutenant-Colonel | Paul L. Bates | 4 juillet 1943 | 8 novembre 1944 |
| Lieutenant-Colonel | Hollis E. Hunt | 9 novembre 1944 | février 1945 |
| Lieutenant-Colonel | Paul L. Bates | février 1945 | juin 1946 |

Un difficile retour au pays

Le retour au pays fut très décevant pour les hommes du 761st car chez eux, rien n'avait changé. Malgré les mesures prises par Harry Truman en 1948 pour enrayer le racisme, les Afro-Américains durent se battre pour faire valoir leurs droits. Les vétérans subirent encore plus durement l'humiliation causée par la ségrégation. Ils estimaient avec raison avoir mérité le respect de leur nation. Par leur exemple de ténacité, de bravoure, de courage, de dévouement et de patriotisme, ils inspirèrent les hommes comme Martin Luther King et ouvrirent la voie à de grands bouleversements dans la culture américaine pour la rendre plus tolérante et moins répressive. À ce sujet, il est aussi utile de signaler le combat mené par Jackie Robinson. Le 6 juillet 1946, ce lieutenant du 761st refusa d'aller s'asseoir derrière dans l'autobus civil qui devait le transporter du camp Hood à la ville de Belton. Il fut finalement acquitté des charges qui pesaient contre lui, mais ne traversa pas l'océan pour aller combattre. Il combattit plutôt les préjugés du monde du base-ball professionnel en devenant le premier joueur Afro-Américain à pratiquer ce sport au XX^e siècle en Amérique. Il compta sur l'appui de l'ex-Sénateur du Kentucky A.B. Chandler: « Si les Noirs peuvent mourir au combat à Okinawa et Guadalcanal, je ne vois pas pourquoi ils ne pourraient pas jouer au base-ball en Amérique. » Mais cette judicieuse constatation était loin de faire l'unanimité comme le montrent ces exemples:

- À Baltimore on put lire sur une affiche: « *Le Nègre au bout d'une corde.* »
- À Syracuse, on lança un chat noir sur le terrain.
- À Jersey City, on invoqua une loi interdisant les rencontres inter-raciales pour annuler un match.
- À DeLand, on annula une rencontre pour éclairage déficient... En plein après-midi !
- Dans le comté de Sanford, un shériff exigea son expulsion: « Y a pas un Nègre qui mettra les pieds sur ce terrain avec des Blancs. »

Il fallut de plus attendre au 20 avril 1977 pour que le Président Jimmy Carter leur accorde la Presidential Unit Citation dont plusieurs ont mal digéré d'être obligé de la quêmander.

Remerciements:

Special thanks to Miss Valerie (Fulwood) Stubblefield, Mr Joe Wilson Jr and Mr William D. Smith for their help and kindness.

Sources:

Come Out Fighting, de Trezzvant, W. Anderson

761st Tank Battalion official website: <http://www.761st.com/>

Documentaire télévisé de M. Fern Levitt



"Il est vain de penser que des ouvriers puissent être heureux au sein d'une industrie en détresse ; la prospérité des entreprises conditionne le bien-être de leurs membres. La pierre angulaire de la charte réside dans la création des comités mixtes sociaux , au sein desquels se trouveront réunis tous les membres d'une même profession. Le comité social sera, pour la profession d'aujourd'hui - pour la corporation de demain -, le véritable animateur de la vie professionnelle. Lien de tous ceux qui concourent à une même production, il recevra, de surcroît, la mission d'assurer la gestion sociale de la profession (...).

L'expérience a montré que partout où les hommes de bonne foi se réunissent pour une explication loyale et franche, les oppositions s'atténuent, les malentendus se dissipent, l'accord s'établit, dans l'estime d'abord, dans l'amitié ensuite.



C'est en utilisant les bases de l'organisation professionnelle existante que sera réalisée, dans un esprit nouveau, la jonction de tous ceux que la vie sociale appelle à collaborer. Les syndicats ont donc leur place dans cet ordre nouveau. Ils auront la double mission de discipliner les libres réactions de leurs adhérents et de participer à la formation des comités sociaux.

Mais ces syndicats ne seront plus les syndicats de tendance du passé. S'ils demeurent voués dans chaque profession à la représentation d'une même catégorie sociale (patrons, ouvriers, cadres), ils seront désormais obligatoires pour être forts, uniques pour être francs. Leur activité sera désormais strictement limitée au domaine de leur profession. Ils vivront et fonctionneront sous l'autorité des comités sociaux et en s'inspirant de leurs doctrines qui ne sauraient être elles-mêmes que celles du Gouvernement."

Loi du 4 octobre 1941 relative à l'organisation sociale des professions. Rapport au maréchal de France, chef de l'État français, cité in Coll., "Le Gouvernement de Vichy", Paris Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1972, p.337.

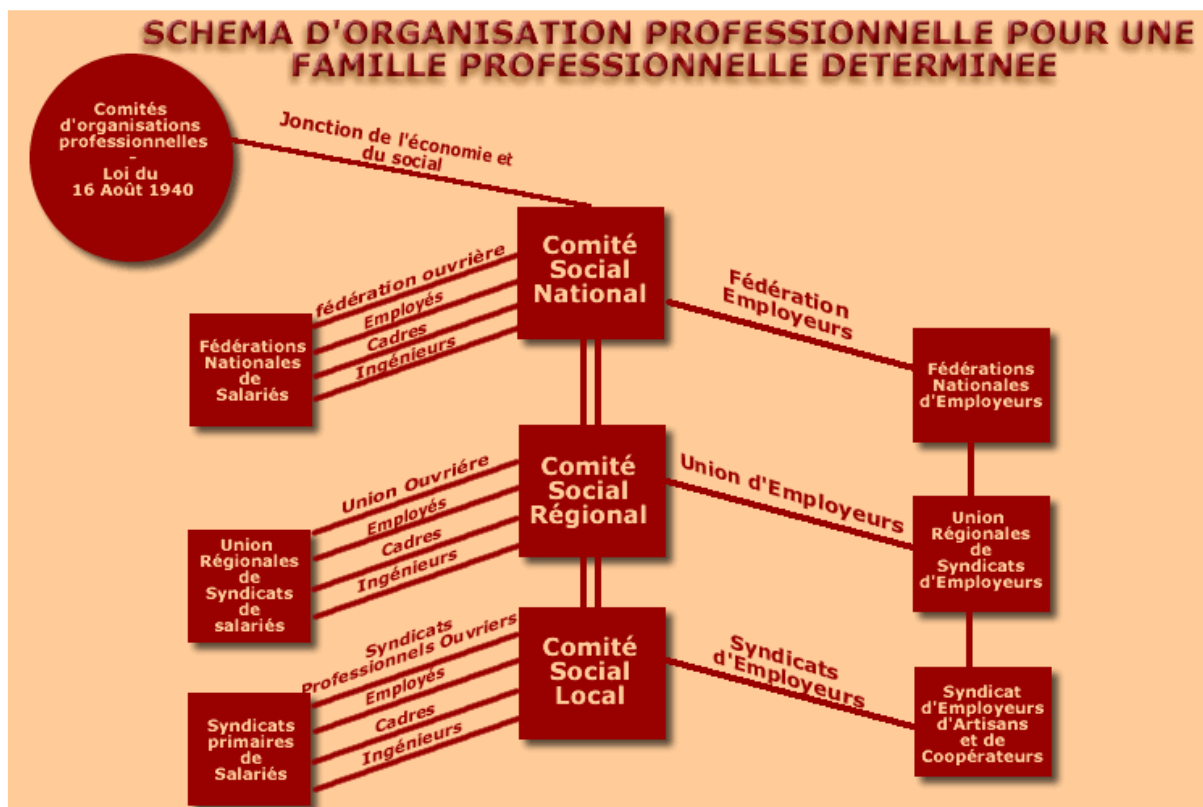
«Travail, Famille, Patrie »...

Qu'en fut-il du travail et des travailleurs français pendant l'occupation ?

De l'armistice, notre pays sort divisé géographiquement, meurtri moralement, en état de choc devant sa nouvelle condition de vaincu.

Le désarroi est tel que le nouveau régime, qui a l'habileté d'invoquer des valeurs profondes (le travail, la famille, la patrie) parvient à tromper sur sa nature véritable une grande partie des travailleurs. Pour beaucoup le vieux maréchal de 84 ans, encore auréolé du prestige de « vainqueur de Verdun », a réellement « fait don de sa personne à la France » et incarne l'homme providentiel, capable de tenir tête aux exigences des Allemands. Le ralliement au régime de certains hommes de gauche et de quelques responsables syndicaux ne peut qu'alimenter la mystification.

Dans ce brouillard des consciences, représenteront des premières lueurs, l'appel lancé depuis Londres par le Général de Gaulle le 18 juin et ceux de certains dirigeants syndicaux qui invitent les Français à refuser l'asservissement. Vichy est expert dans l'art du camouflage. Officiellement il affiche l'ambition de réaliser une « Révolution Nationale », anticapitaliste et antisocialiste, alors que dès le 16 août 1940 il organise l'ensemble des structures économiques du pays en faveur des grandes entreprises.



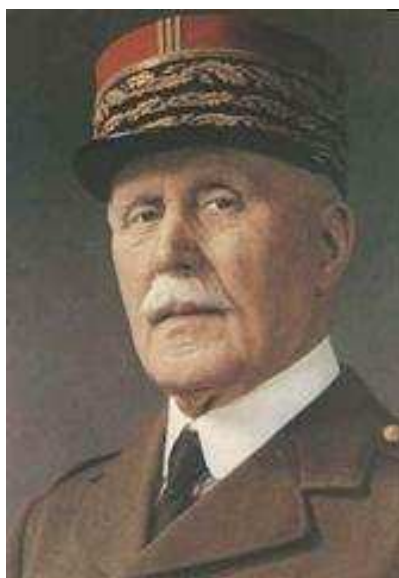
Chaque branche d'activité est structurée en « comité d'organisation. Parallèlement, le régime a le souci de son image sociale. Le nouvel Etat assiste les chômeurs, crée un salaire minimum et une allocation à la femme au foyer, encourage les œuvres de charité et verse à compter du 1er janvier 1941, une retraite aux vieux travailleurs. Décisions qui permettent à Pétain de déclarer : « je tiens mes promesses, même celles des autres, lorsque ces promesses sont fondées sur la justice ».

En réalité, derrière son masque paternel et outrancièrement « patriotique », ce régime appliquera avec détermination la politique que réclamait depuis 1936 la droite traditionaliste et se fixera comme ligne de conduite la collaboration avec les nazis. De fait l'occupant aura l'avantage considérable de disposer de suite, en France, de toutes les structures économiques, administratives, judiciaires, policières et même idéologiques, dont il avait besoin pour continuer la guerre contre les anciens alliés de la France. C'est ainsi que l'on verra les grandes firmes françaises conclure au plus vite des accords industriels et commerciaux avec les organismes économiques allemands. Une large partie du patronat met ses usines au service de la machine de guerre nazie. L'état de collaboration satisfait bien des appétits.

Discours du 11 octobre 1940 du Maréchal Pétain :

« Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique... Jamais, dans l'histoire de la France, l'état n'a été plus asservi qu'au cours des vingt dernières années... par des coalitions d'intérêts économiques et par des équipes politiques ou syndicales, prétendant fallacieusement représenter la classe ouvrière. Il faut aujourd'hui reconstruire la France...

On ne saurait davantage y découvrir les traits... d'une revanche des événements de 1936 ... L'ordre nouveau est une nécessité française. Nous devons tragiquement réaliser, dans la défaite, la révolution que dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir. Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des « chances » données à tous les Français de prouver leur aptitude à « servir ». Seuls le travail et le talent redeviendront le fondement de la hiérarchie française. Aucun préjugé défavorable n'atteindra un Français du fait de ses origines sociales, à la seule condition qu'il s'intègre dans la France nouvelle et qu'il lui apporte un concours sans réserve. On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes et les ont dressées les unes contre les autres. Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des années à détruire et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la dignité de tous. ». Le ton est donné.



Les bases de la « Révolution Nationale » sont établies et de multiples textes et campagnes de propagande vont tenter d'en faire le fondement de la vie quotidienne des Français. Mais, dans les faits, les résultats furent médiocres. La « Révolution nationale » a rarement débouché sur des transformations radicales, et elle rencontre surtout l'apathie, voire l'hostilité. Le retour à la terre ne concerne pas plus de 1500 personnes. La charte du travail met en place des structures qui tournent à vide, exception faite des comités sociaux d'entreprise, « Les comités patates ». La corporation paysanne sert surtout à réquisitionner et à contrôler. Enfin, les notables, la hiérarchie catholique passent de l'enthousiasme à un éloignement prudent. Cet échec de la « Révolution nationale » montre une capacité d'autonomie et de résistance de la société par rapport à l'Etat même de la part de ceux qui n'ont pas fait le pas de plus les emmenants à rejoindre la Résistance ou la France Libre.



Chronologie :

Après la signature de l'armistice par Pétain en juin 1940, on retrouve dans son cabinet, au poste de Ministre de la Production Industrielle et du Travail, René Belin, ex secrétaire confédéral de la CGT.

16 Août 1940 - Le gouvernement en place publie une loi interdisant les confédérations syndicales.

9 Novembre 1940 - Belin signe le décret de dissolution de la CGT, de la CFTC et de la Confédération Générale du Patronat Français.

15 Novembre 1940 - La résistance syndicale se met en place et 3 membres de la CFTC et 9 de la CGT signent un manifeste «Le Manifeste des 12 » qui rappelle l'indépendance syndicale, la mission purement économique et sociale du syndicalisme, la lutte contre l'antisémitisme et le pluralisme syndical.

4 octobre 1941 – Promulgation de la Charte du Travail de Vichy.

22 juin 1942 - Mise en place de la «Relève » par Laval.

16 février 1943 : instauration du Service du Travail Obligatoire (STO)

17 Avril 1943 - Accords du Perreux. La guerre et la lutte commune dans la résistance à l'occupation allemande permettent la réunification clandestine de la CGT sur un accord verbal au Perreux (banlieue parisienne).



La vérité sur le terrain :

Les grandes villes sont quasiment ruinées par la guerre, du fait même de l'asphyxie de leur économie. Elles sont contraintes de demander un effort fiscal considérable aux populations, au moment même où l'augmentation du coût de la vie effondre le pouvoir d'achat dès l'automne 1940 et rend la survie précaire :

- La livre de beurre passa de 12 f à 20 f 50
- Le kilo de pommes de terre de 1 f à 2 f 50,
- Le kilo de viande de 36 f à 56 f,
- L'œuf de 0 f 75 à 2 f 50,
- Le kilo de sucre de 5 f à 7 f,
- Le litre de lait de 1 f 40 à 2 f 50.

La population est confrontée à la pénurie : Farine, lait, beurre, pommes de terre. Les légumes secs, le sucre, le savon de Marseille, etc. disparaissent. Depuis juillet 1940, toutes les denrées sont contingentées, livrables contre la remise de tickets de rationnement : 350 grammes de pain par jour, 50 grammes de fromage, 10 grammes de matières grasses, 360 grammes de viande (dont 20% d'os par semaine). Vichy a fixé des catégories de rationnaires : E (moins de 3 ans), J1, J2, J3 (enfants et adolescents), A (21-70 ans), T (travailleurs de force), C (cultivateurs), V (vieillards). D'un mois à l'autre les rations fluctuent, souvent à la baisse. Le pain devient noir. Des jours sans viande sont institués. Le café pur, interdit, est remplacé par des mélanges, etc.

Roger Lenevette : « En 1940, j'avais quinze ans et j'étais plus préoccupé ainsi que ma famille par les problèmes de survie que par les statuts de Vichy, puis par le besoin de renvoyer chez eux ceux qu'on n'avait pas invité. Nous avons vécu le problème des villes topographiquement dangereuses parce que stratégiques. Cela a été le cas de Brest. Habitant près du fort du Guelmeur, c'était un point stratégique de bombardement. Nous avons eu la chance de quitter à temps puisque trois semaines plus tard le pavillon était pulvérisé par une bombe (revenu fin juin ou en juillet à Vieux Vy) et cela s'est passé en août 1940 Cette chance, tout le monde ne l'a pas eue et beaucoup en sont morts. De retour à la campagne, il faut se trouver du travail pour vivre et se nourrir (les moissons de 1940), puis bûcheron à la tâche avec notre cabane de bûcheron construite dans le bois où avec mon père et mon frère nous passons l'hiver 1940-1941. Puis la Mine réouverture en 1941 par les Allemands d'où l'on extrait de la Pyrite (minerai de fer), de la galène (minerai de plomb), et de la blende (minerai d'argent) et tout cela emmené à la gare de Tremblay ensuite pour être envoyé en Allemagne » Roger rejoindra les FTPF d'Ile et Vilaine en 1944.



Louis Jacquemart « Je n'ai pas d'expériences personnelles particulières, ayant toujours travaillé, par chance, +ou- seul, soit avec mon père artisan ciseleur sans employé ou chez un petit électricien paternel, chez qui j'ai appris des rudiments d'installations électriques. Mis à part ma participation et soutien symbolique auprès des travailleurs revendiquant leurs droits, je ne peux me targuer d'avoir eu à me battre pour l'obtention de conditions de travail particulières. Après avoir travaillé plusieurs mois chez un pâtissier réputé à Châteaulin, où en cours d'activité j'ai planté là, seul, mon patron qui m'accusait faussement d'avoir cassé un œuf ! Je me retrouve à Douarnenez, où avec un copain nous allons, sur un tandem et tirant une remorque, vendre du poisson aux habitants, sur un parcours de 30 Km. Cette vente illicite ("Illicite" pour les Allemands et le régime en place qui avaient réquisitionné le camion de mes tantes (mareyeuses à Douarnenez) qui de ce fait ne pouvaient plus exercer leur profession ! Idem pour les parents de mon camarade) ne peut pas durer longtemps, les Allemands occupant DZ depuis quelques mois, le Service du Contrôle Economique sévit et nous pourchasse. Nous devons cesser cette activité, mais avant nous nous vengeons en introduisant du sucre dans le réservoir d'essence de la moto du contrôleur. Ma seule expérience de travail collectif, c'est lorsque pour éviter le STO je travaillais à faire du bois gazo dans l'attente de pouvoir entrer au maquis » . Louis rejoindra le maquis Bayard en Cote D'Or en 1944.

A les lire, il est clair que ces deux travailleurs n'ont strictement rien vu venir des promesses du gouvernement de Vichy ! L'un d'entre eux nous a même avoué avoir appris des choses à la lecture de cet article. Des limites de la propagande...

La collaboration économique :

La collaboration économique découle d'abord de la dette de guerre théoriquement fixée par l'armistice de juin 1940, mais pratiquement fixée au cours des ans de façon unilatérale par les Allemands qui établissaient arbitrairement le taux du franc par rapport au mark. Cette dette, censée correspondre à l'entretien des troupes d'occupation a été en moyenne de 400 millions de francs par jour, l'équivalent de 4 millions de salaire journalier d'ouvriers. L'emploi du terme de "collaboration économique" signifie que la politique prédatrice de l'Allemagne s'est effectuée sous administration française.

De même on peut également ajouter les prisonniers de guerre, qui sont 1,5 millions à travailler pour l'Allemagne en Allemagne pendant presque toute la durée de la guerre. En octobre 1940, on comptait en France un million de chômeurs, conséquence de la désorganisation complète de l'économie due à la débâcle. Rapidement après l'armistice, le gouvernement de Vichy décida d'autoriser les entreprises françaises à accepter des contrats avec les Allemands. Les commandes allemandes seront le principal moteur du redémarrage de l'économie française. Le nombre de chômeurs était descendu à 125 000 en 1942, et à la Libération, il était pratiquement nul. En gros, avec les indemnités d'occupation, l'Allemagne arrive à faire travailler l'agriculture et l'industrie française en grande partie pour son compte.

En 1943, d'après les statistiques de l'Office central de la production industrielle, 100% de l'industrie aéronautique, 100% de la grosse forge, 80% des BTP, 60% de l'industrie du caoutchouc travaille pour le compte de l'Allemagne. Ces chiffres sont un peu contestés (Henri Roussio) mais ils donnent un ordre de grandeur correct. Selon l'historien allemand Jaekel, «Au printemps de 1942, 170 000 Français travaillaient sur place dans les services de la Wehrmacht et 275 000 à la construction d'aérodromes et de fortifications comme le mur de l'Atlantique, 400 000 enfin à la fabrication d'armements. »

Selon le général von Senger und Utterlin de la Commission d'armistice allemande, «L'industrie française des armements de guerre fut remise à plein tours pour les armements allemands... Sans le potentiel économique de la France, Hitler n'aurait pas pu faire durer la guerre aussi longtemps. C'est cela qui fut le grand profit qu'Hitler tira de la conquête de la France ».



Les émigrés Républicains Espagnols :

En janvier 1939, devant l'avancée des troupes franquistes, harcelés sous les bombardements incessants de l'aviation allemande et nationaliste, les Républicains espagnols, civils et militaires, affluent à la frontière pyrénéenne, alors fermée par les autorités françaises. Le 26 janvier, la chute de la Catalogne provoque un exode encore plus massif. C'est la retraite "LA RETIRADA", et le gouvernement français est contraint de revoir sa position. Environ cinq cent mille espagnols passeront la frontière.

Les civils, femmes, enfants, vieillards sont pris en charge à leur arrivée, et répartis sur tout le territoire, en fonction des disponibilités et des bonnes volontés locales. Le département d'Ille-et-Vilaine ouvre six centres d'hébergement. Quant aux combattants, rien n'est prévu pour les accueillir. Escortés par les services d'ordre, ils sont acheminés vers les plages clôturées d'Argeles sur Mer et de Saint Cyprien. Ils restent là plusieurs mois dans des conditions épouvantables. A maintes reprises, les autorités françaises les incitent à un retour en Espagne.

Face à la menace de guerre contre l'Allemagne, d'indésirables, les réfugiés espagnols deviennent indispensables. Placés sous autorité militaire, des milliers sont enrôlés dans des Compagnies de Travailleurs Etrangers, réparties sur toute la France, afin d'y effectuer des travaux de fortification. Lors de l'invasion allemande, nombre d'entre eux sont faits prisonniers. Les Républicains espagnols sont les premiers déportés du territoire français : 7288 seront envoyés à Mauthausen, 4676 n'en reviendront pas.

Les Compagnies de Travailleurs, sous l'autorité de Vichy, sont livrées aux allemands pour construire le mur de l'Atlantique. Conduits vers la zone occupée, les Espagnols travaillent à la construction des bases sous-marines de La Pallice, Lorient, Brest. Beaucoup doivent embarquer à Saint-Malo ou Cherbourg, pour les îles anglo-normandes. L'une d'elles, Aurigny, rattachée administrativement au camp de Neuengamme, verra travailleurs forcés et déportés espagnols, mourir sous le joug nazi.



Les travailleurs français en Allemagne :

Le Commissaire général du Reich pour l'emploi et la main d'œuvre, Fritz Sauckel (Condamné à mort à Nuremberg), surnommé le "négrier de l'Europe", fut chargé le 21 mars 1942 d'amener la main-d'œuvre de toute l'Europe par tous les moyens. Il s'intéressa particulièrement à la France. Il trouva à la tête du régime de Vichy des interlocuteurs prêts à lui donner satisfaction en mobilisant la législation française et les forces de l'ordre au profit du recrutement forcé. Un total de 600.000 à 650.000 travailleurs français est acheminés vers l'Allemagne entre juin 1942 et juillet 1944. La France fut le troisième fournisseur de main-d'œuvre forcée du Reich après l'URSS et la Pologne, et le pays qui lui donna le plus d'ouvriers qualifiés.

Jusqu'en septembre 1943, le plénipotentiaire de Fritz Sauckel en France était le général Julius Ritter, exécuté par le groupe Manouchian le 23 septembre.

Automne 1940 : 80 000 volontaires choisissent de travailler en Allemagne. En tout, pendant la Seconde Guerre mondiale, 150 000 à 200 000 Français se seraient portés volontaires, dont 30 000 femmes. C'est aussi à l'automne 1940 que l'occupant procéda à des rafles arbitraires de main-d'œuvre dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, rattachés à Bruxelles.

Juin 1942 : l'Allemagne exige de la France 350 000 travailleurs. Vichy, obligé de maquiller cette sommation, annonce le 22 la création de la "Relève" qui consiste à échanger un prisonnier libéré contre trois travailleurs volontaires envoyés. Mais seuls les ouvriers spécialistes sont en fait pris en compte dans l'échange, tandis que les prisonniers relâchés doivent être des paysans ou des hommes déjà âgés et malades, donc improductifs et qui auraient probablement été rapatriés de toute façon.

De plus, la Relève n'est pas nominative : on ne peut pas s'enrôler pour faire libérer son frère, son mari, son voisin, etc. Le manque de succès de cette mesure (17 000 volontaires fin août) sonne le glas du volontariat.

On vit ainsi partir en Allemagne des travailleurs volontaires attirés par la rémunération ou voulant faire revenir un parent proche. Ces derniers ne furent ni mieux ni plus mal traités que les requis, mais contribuèrent dans l'opinion, après la guerre, à un amalgame fréquent et injustifié entre requis du STO et volontaires.

Pétain promulgue alors la loi de réquisition du 4 septembre 1942, malgré l'opposition de quatre ministres et une aggravation sensible de l'impopularité du régime. Moins connue que la loi du 16 février 1943, la loi du 4 septembre ne frappe de fait que des ouvriers. Elle fut surtout appliquée en zone occupée, la plus industrielle et la plus peuplée. Cette loi, récemment redécouverte par les historiens, est responsable du départ forcé de près de 250 000 travailleurs en six mois.



Le STO (Service du Travail Obligatoire) :

Avec la complicité active du gouvernement de Vichy (les travailleurs forcés français sont les **seuls d'Europe à avoir été requis par les lois de leur propre Etat**, et non pas par une ordonnance allemande), l'Allemagne nazie imposa la mise en place du STO pour compenser le manque de main-d'œuvre dû à l'envoi de ses soldats sur le front.

16 février 1943 : instauration du Service du Travail Obligatoire (STO) proprement dit. Le recrutement, de catégoriel, se fait désormais par classes d'âge entières. Les jeunes gens nés entre 1920 et 1922 sont obligés de travailler en Allemagne (ou en France) à titre de substitut de service militaire. La classe d'âge 1922 fut la plus touchée, et les exemptions ou sursis initialement promis aux agriculteurs ou aux étudiants disparurent dès juin. Les Chantiers de la Jeunesse contribuèrent aussi activement à l'envoi de leurs propres jeunes en Allemagne, par groupements entiers.

Selon la Fédération Nationale des Déportés du Travail, fondée en 1945 et devenue en 1979 Fédération Nationale des Victimes et Rescapés des Camps nazis du Travail Forcé, 60 000 moururent en Allemagne et 15 000 furent fusillés, pendus ou décapités pour "actes de résistance". Les historiens jugent aujourd'hui ces chiffres excessifs, et estiment qu'entre 25.000 et 35.000 STO ont néanmoins perdu la vie en Allemagne. Leur emploi dans des usines de guerre bombardées, souvent dans de mauvaises conditions et sous la surveillance fréquente de la Gestapo, rendait en tout cas leur taux de mortalité supérieur à celui des prisonniers de guerre.

250.000 prisonniers de guerre durent également travailler pour le Reich à partir de 1943 après avoir été "transformés" de gré ou de force en travailleurs civils. Admise en Belgique et bien que le Parlement français ne se soit jamais prononcé définitivement sur la qualification à donner aux requis du STO, la dénomination officielle de "déporté du travail" a été interdite aux associations de victimes du STO par la justice française (1992), au nom du risque de confusion entre la déportation vers la mort des résistants et des Juifs, et l'envoi au travail obligatoire.

Certaines victimes furent prises dans des rafles de la Milice et de la Wehrmacht. Le PPF de Jacques Doriot mit quant à lui sur pied, en 1944, des Groupes d'Action pour la Justice Sociale (sic) chargés de traquer les réfractaires contre de l'argent, et d'enlever la main-d'œuvre jusqu'en pleine rue. Dans l'ensemble, grâce à la collaboration indispensable du gouvernement de Vichy et de l'administration française, et en particulier d'une bonne part de l'inspection du travail, les Allemands obtinrent tous les hommes qu'ils voulaient. Les deux premières grosses demandes de Fritz Sauckel furent intégralement fournies en un temps assez bref. Seuls le développement des maquis et le tarissement des ressources humaines prélevables expliquent la chute des départs à partir de l'été 1943, et le demi-succès de la troisième "action Sauckel" (juin-décembre 1943) puis le fiasco de la quatrième (1944). Le département de la Gironde, grâce au préfet régional Sabatier et à son secrétaire général Maurice Papon (Encore lui...), fut félicité par Pierre Laval pour être l'un des seuls à avoir fourni plus que le quota fixé, aussi tard qu'à l'automne 1943.



Le STO provoqua le départ dans la clandestinité de près de 200 000 réfractaires, dont environ un quart gagnèrent les maquis en pleine formation. Le STO accentua la rupture de l'opinion avec le régime de Vichy, et constitua un apport considérable pour la Résistance.

Mais la plaça aussi dans l'immédiat devant une tâche inédite, d'une ampleur non moins considérable (Manque d'argent, de nourriture, d'armes, etc, pour des milliers de maquisards soudain engagés).

Louis Jacquemart : *«Ma tante travaille dans un service administratif où elle a vu mon nom inscrit sur une liste de désignés pour le Service du Travail Obligatoire en Allemagne (S.T.O). Elle a donc voulu me prévenir afin que je puisse prendre des dispositions. Je viens d'apprendre que certaines visites se terminent par un embarquement direct dans des camions pour l'Allemagne. Pas question que je me fasse piéger dans de telles conditions. La convocation est pour onze heures dans un centre médical près de la place Daumesnil à Paris. J'ai étudié le plan du secteur, et suis à dix heures sur les lieux.*

Là, j'inspecte les rues des environs pour voir s'il n'y a rien de suspect ou de particulier afin d'y déceler le moindre signe insolite. Je m'inquiète surtout des véhicules en stationnement, et j'attends la dernière minute pour me résoudre à entrer dans le centre médical. Là se trouvent déjà une cinquantaine de gars de mon âge, le torse nu. Une infirmière m'engage à faire de même, après avoir inscrit mon nom et divers renseignements dans un dossier, puis elle nous remet à chacun un verre gradué pour récolter nos urines. Nous passons par groupe d'une dizaine et nous retrouvons en cercle, coquette en main, essayant de satisfaire la dame. Ce qui n'est pas évident pour tous dans une telle situation ; certains pissent trois gouttes avec difficulté, tandis que pour d'autres, le verre n'est pas assez grand. L'infirmière repasse récupérer les verres, plus ou moins remplis du précieux liquide, les vide tous dans le même récipient avant d'y ajouter un révélateur, puis après quelques manipulations, annonce que tout est OK. Alors nous nous demandons comment les choses se passent quand il y a un malade parmi les dix ! Faut-il pisser une deuxième fois ? Ça doit poser problème. Je sais maintenant que je suis apte pour aller travailler en Allemagne, et ça je ne le veux pas ! »

Les réfractaires au STO forment également le premier groupe au sein des 35 000 évadés de France qui gagnèrent l'Espagne puis l'Afrique du Nord et s'engagèrent dans la France Libre. Faute de filière, de place dans le maquis ou de désir de se battre, de nombreux réfractaires se contentèrent toutefois de se cacher à domicile ou de s'embaucher dans des fermes isolées où ils servirent de main-d'œuvre à des paysans complices. D'autres Français échappèrent au STO en Allemagne en s'embauchant dans la police et les pompiers, voire dans la Milice. Après l'automne 1943, ils furent nombreux à rejoindre un vaste secteur industriel protégé mis en place par l'occupant, et travaillant exclusivement pour son compte.

Une controverse interminable entoura le passé de Georges Marchais, dirigeant du Parti Communiste Français (1970-1994), accusé d'avoir été volontaire en Allemagne chez Messerschmitt et non pas au STO selon ses dires. Selon son biographe Thomas Hoffnung, Marchais ne fut en fait ni volontaire ni requis du STO, il fut muté en Allemagne par l'entreprise allemande d'aviation qui l'employait déjà en France depuis 1940. Son parcours pendant la guerre ne ferait dès lors que refléter le sort de centaines de milliers de Français, contraint pour survivre de travailler pour les Allemands, soit en France, soit en Allemagne, une très large majorité de l'économie nationale étant de toute façon déjà mise au service des occupants.



Pour conclure, citons Monsieur Jacques Floch, Secrétaire d'Etat à la Défense, chargé des ACVG, durant le Colloque International des 13-14-15 décembre 2001 au Mémorial de la paix à Caen, s'adressant à d'anciens déportés du travail :

« Cela veut dire aussi qu'au niveau de la France, du Gouvernement de la France mais aussi de la Nation Française toute entière, il doit y avoir cette reconnaissance de ce que vous avez vécu et comment vous l'avez vécu. Qu'il doit y avoir un moment donné une déclaration solennelle qui dira « oui, la France a participé à cette organisation de l'esclavage, oui la France a commis une faute, oui la France vous reconnaît et doit vous reconnaître comme victimes d'un système abominable ».

Sources :

- Dominique Venner, Histoire de la Collaboration, Pygmalion, 2000.
- G. Garcia et I. Matras, La mémoire retrouvée des Républicains espagnols, Editions Ouest-France, 2005.
- La CGT dans la Résistance en Seine-Maritime, par Gilles Pichavant, avec le concours de Pierre Largesse, Albert Perrot, Robert Privat, Guy Décamps et Serge Laloyer.
- Les souvenirs de Roger Lenevette et de Louis Jacquemart qui, tous deux, rejoindront la Résistance en 1944.
- Jean Pasquiers, « Jeannot chez les nazis », Journal d'un Déporté du Travail 1943-45.
<http://jean-pasquiers.chez-alice.fr/journal-d-un-deporte-du-travail-1943-45.pdf>
- Fédération Nationale des Rescapés et Victimes des Camps Nazis du Travail Forcé
<http://www.requis-deportes-sto.com/>
- La Main-d'œuvre française exploitée par le IIIe Reich, actes du colloque international de Caen (Novembre 2001), Centre de Recherche d'Histoire quantitative, Caen, 2001, textes rassemblés par B. Garnier, J. Quellien et F. Passera
<http://www.requis-deportes-sto.com/colloque/index.html>
- Charte du travail de Vichy, 1941
http://www.marechal-petain.com/charte_travail.htm
- Affiches de propagande : Les illustrations nous ont été fournies par un ami généralement bien informé mais qui ne cite pas ses sources. Si, d'aventure, certaines sont protégées par des droits d'auteur, merci de nous le faire savoir et elles seront immédiatement retirées.



MAQUETTISME : KV 2, LE BIJOU DE TRUMPETER

Stéphane Delogu

Le KV2 équipe l'armée soviétique dès 1940 et se trouve engagé très rapidement en Finlande. Dès le début de Barbarossa, il se révèle redoutable : seul les canons de 88 mm sont en mesure de percer son blindage. Armé d'un obusier de 122 puis de 152, le KV2 rendra d'excellents services avant d'être progressivement remplacé par l' ISU 152. Avec le T 35, ce blindé était le char lourd par excellence de l'Armée Rouge. Avec ce modèle existant déjà chez Tamiya , Trumpeter livre un modèle remarquable de finesse à un prix particulièrement raisonnable : moins de 20 euros ! Le montage ne pose aucun problème particulier et les chenilles sont proposées en deux versions : en un seul bloc vinyle ou par tronçons reproduisant bien l'effet d'ondulation. Après montage, la maquette est recouverte d'une couche d'apprêt gris assurant une meilleure accroche de la peinture. Une bonne nuit de séchage est conseillée entre les deux opérations. Vient ensuite le pré ombrage, technique se substituant au dry brush . Tous les arondis et arêtes sont voilées en noir, permettant ensuite de donner au modèle un bel effet de contraste. La couleur de base est un mélange de Kaki Drab Tamiya et de jaune (70/30)

La teinte principale est passé en plusieurs voiles légers de manière à produire un effet de contraste avec le pré ombrage. Une fois ceci terminé, un vernis mat est appliqué à la bombe sur l'ensemble du blindé, gare à ne pas oublier le bas de caisse. Il est fortement conseillé d'attendre plusieurs heures de séchage. Le char est ensuite généreusement enduit d'un jus composé de noir, terre de sienne le tout dilué à l'essence F



Vue générale du KV 2 terminé, diverses traces ont été appliquées avec des pigments Mig.

De nombreux points de peinture à l'huile (rouge carmin et jaune) sont ensuite posés sur la maquette puis étirés à la brosse. Cette technique a pour effet non seulement d'éclaircir les parties les plus exposées mais encore d'accentuer les contrastes.



Grâce à l'application de pointes de rouge et de jaune le blindage présente un aspect délavé et usé.

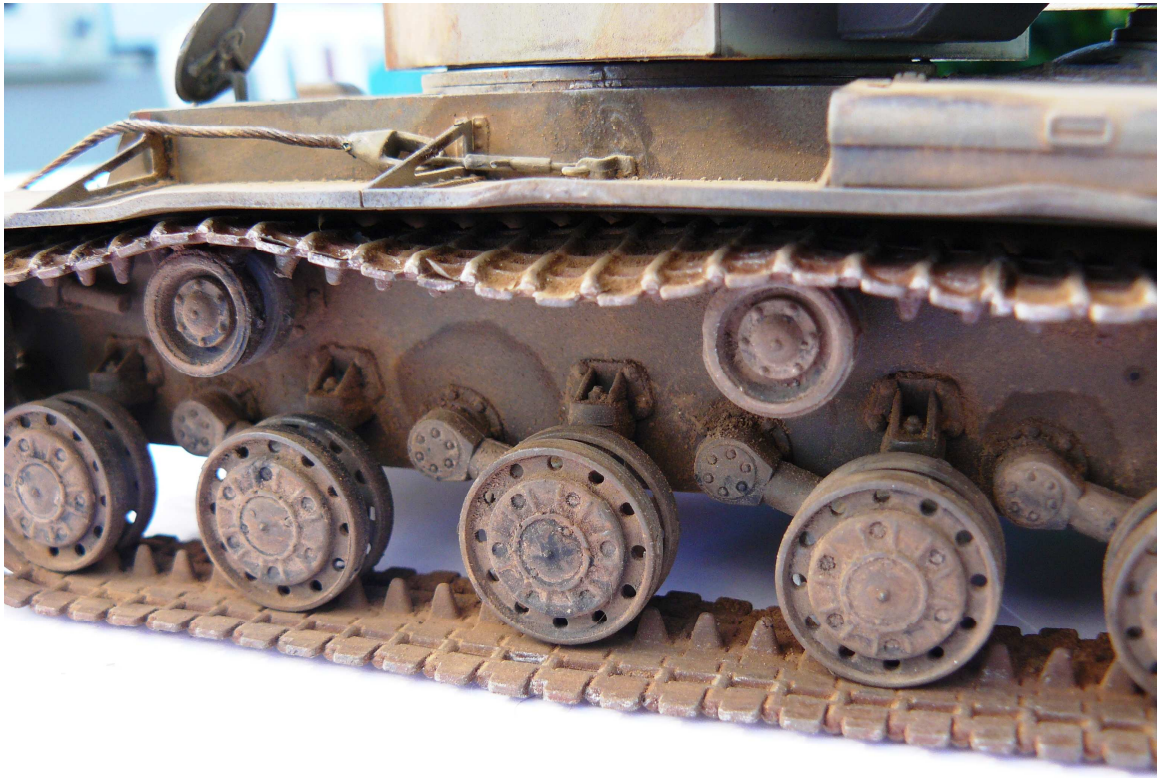
Les blindés utilisés sur le front de l'est ayant été exposés à des conditions atmosphériques souvent extrêmes, l'usure prématurée était chose courante. Ainsi, plusieurs taches de rouilles sont appliqués sur le blindage en mélangeant de la peinture à l'huile orange, ocre et terre de sienne, mélange auquel on ajoute quelques pincées de pigment rouille Mig. Le résultat est plus que satisfaisant.

Les chenilles sont ensuite traitées en marron foncé de manière uniforme puis passées au vernis mat après séchage. A l'image du blindé, elles sont recouvertes d'un jus sombre. Après séchage, une couche de pigments mig est passée sur les chenilles après avoir été diluée à l'essence F. Une fois sec, le mélange est brossé au pinceau plat. La touche finale est apportée par un brossage à sec des parties saillantes des patins. Cette technique offre un rendu particulièrement réaliste. La boîte proposant deux types de chenilles, il a été choisi d'utiliser la paire de chenilles vinyles. La seule difficulté rencontrée réside dans la reproduction du mouvement de « *Sagging* ». L'effet sera donné en fixant la chenille à la colle cyanoacrylate. De manière à orienter le mouvement désiré, des filtres de cigarettes sont placés entre la chenille et le garde boue, technique permettant de créer une parfaite ondulation, qui après séchage sera du plus bel effet.



L'effet d'ondulation est produit en fixant la chenille sur les rouleaux porteurs tout en insérant des filtres de cigarette entre les garde boue et les chenilles. Le résultat final est tout à fait honorable et permet l'économie des belles mais onéreuses chenilles Friul .

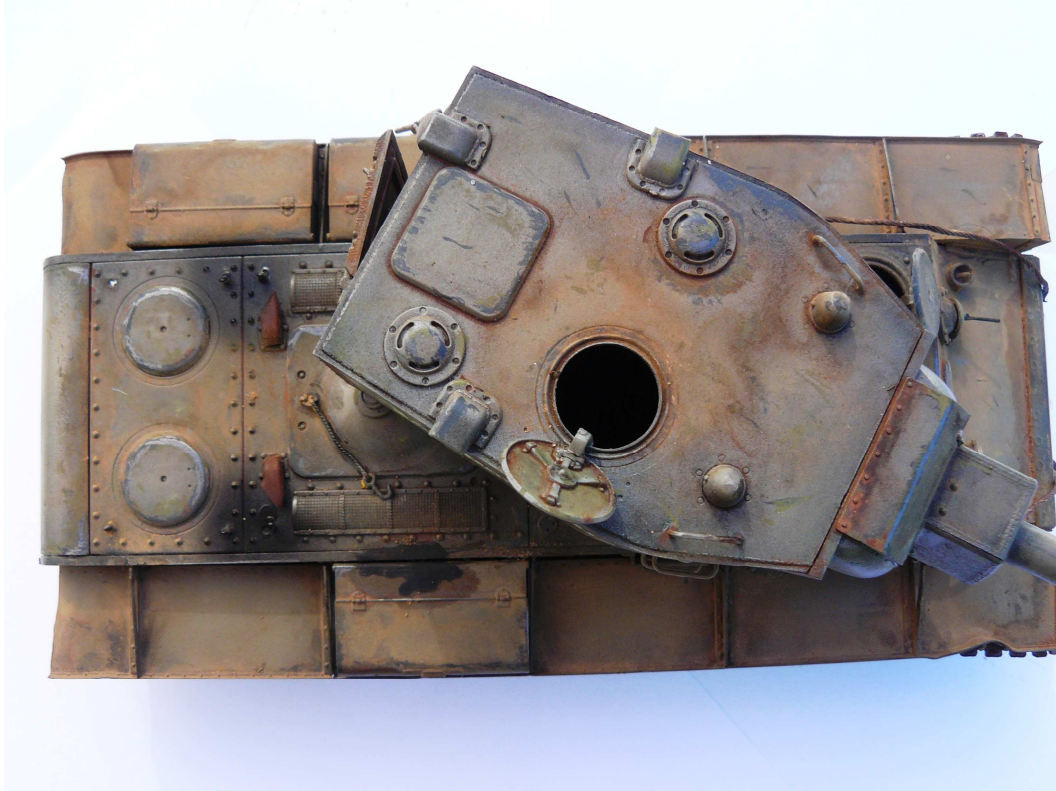




Le train de roulement est copieusement souillé de pigments dilués à l'essence F puis ensuite brossés. De nombreuses taches sont ensuite faites à la peinture à l'huile noire autour des articulations et bras de tension



La plage arrière est abondamment salie à l'huile et aux pigments. Les parties métalliques les plus exposées sont passées à la mine graphite



Toute la difficulté réside dans le dosage du vieillissement. Un blindé « sorti d'usine » ne sera pas réaliste, mais au contraire un modèle trop vieilli fera l'impasse sur le détail et surtout le réalisme . Il faut donc savoir créer l'usure sans en faire trop. Là encore, tout n'est qu'une question de temps et de patience. Le premier modèle sur lequel on teste cette technique est rarement le meilleur.

LES JOURNÉES ROBERT LELARD 2007

Philippe Thellier

Participant fidèle aux journées Robert Lelard, Philippe Thellier nous a fait le plaisir de rédiger un compte rendu complet de ces quatrièmes rencontres qui resteront un magnifique souvenir pour tous les participants. Rendez vous en juin 2008 pour la 5^{ème} édition de nos rencontres devenues l'évènement annuel majeur du forum

Samedi 2 juin 2007

Accueil – moment de recueillement

Les quatrièmes journées du forum commencent par des retrouvailles entre ceux qui sont devenus maintenant des habitués (Nathalie, Eric, Stéphane, Prosper...) mais également de nouveaux venus (Patrick Babelaere, Alain Tagnon, Pierre Chaput) ; comme toujours au café Café Gondrée près de Pegasus Bridge. Quelques fleurs sont dispersées dans l'Orme, en mémoire de Robert Lelard, ancien membre du forum disparu prématurément et de Jean Couturier ancien du commando Kiefer qui avait participé à la première journée du forum en 2004.



De la gauche vers la droite : Ph Thellier et Marie France, Pierre Chaput, Ray, Audie Murphy, Mr Podyma (vétérans Polonais), Juin1944, Alain Lelard, Rochambelle, Dynamo, Mr Fank (vétérans 116^{ème} Pz Div) Petitpas, Tagnon, Hilarion, Prosper Vandenbroucke

Matinée - Les Canadiens face à la Hitlerjugend – massacre à l'abbaye d'Ardenne

Jacques Vico ancien résistant et auteur du livre « massacre allemands en Normandie » nous a guidé lors de cette visite. L'abbaye d'Ardenne est un site très ancien. Le nom « ardenne » s'explique par l'étymologie, qui est la même que celle du petit massif situé en Belgique. L'abbaye a été fondée au moyen âge et a permis à l'ordre des Prémontrés de rayonner à travers toute l'Europe.

Le six juin 1944, les alliés débarquent en Normandie. Les Allemands surent tirer parti de l'abbaye, point stratégique qui est alors occupé par la 12^{ème} SS Panzer Division (Hitlerjugend). Aussi le 7 juin, les chars allemands sont embusqués en arrière de l'Abbaye. Les canadiens ne se doutent absolument pas de ce qui les attendent, ils s'engagent imprudemment. Kurt Meyer du haut d'une tour de l'abbaye pouvait guider ses troupes, profitant d'un point de vue sur tout le champ de bataille. Ce fut une défaite pour les canadiens même si ils se défendirent vaillamment, infligeant des pertes conséquentes aux SS. A l'issue de cette journée, des Canadiens sont capturés et abattus sans autre forme de procès. Ce fait sera le point d'arrêt de la progression vers Caen. L'abbaye restera plusieurs semaines un point de blocage des alliés.



Traditionnel café d'accueil à Pegasus Bridge

Mr Vico nous a fait part également de son passé de résistant. Il a su résister à l'attrance qui pouvait émaner des troupes d'occupation défilant après la victoire. Ce ne fut pas le cas d'une vingtaine de jeunes gens qui collaborèrent activement avec les membres allemands de la Gestapo de Caen. Son père également était résistant ; pour des raisons de sécurité aucun n'avait la connaissance des activités de l'autre. Jacques Vico installera notamment un dépôt d'armes dans l'abbaye. A l'arrestation de son père , le 16 décembre 1943, il prend conscience du danger, alerté par un « sixième sens », il rentre précipitamment de Paris. Il organise in extremis l'évacuation des armes. Son père sera par la suite déporté à Mauthausen, d'où il réchappera.

Après les combats, l'abbaye n'est plus que ruines, il faudra des années pour la reconstruire à l'identique. Le jardin des Canadiens permet la continuité du souvenir de ces jeunes soldats exécutés par l'occupant. Ce site est encore chargé d'émotion ; c'est un lieu de pèlerinage. C'est à cet endroit que les Allemands avaient enterrés leurs victimes, qui furent retrouvées après la guerre.

Après-midi – Le commando Kieffer au combat

Mr Léon Gauthier nous a fait part de ses souvenirs à l'endroit même où il a débarqué le 6 juin 1994, au sein du commando Kieffer. Le commando Kieffer était constitué de 177 Français et faisait partie du 4^{ème} commando Britannique. Ces 177 Français sont les seuls à avoir débarqué le 6 juin, mais sous commandement Anglais. Mr Gauthier a débarqué sur la plage de Sword Beach à 7h30 ; les opérations se sont terminés à 11h30 par la prise de Ouistreham. Contrairement à la croyance populaire, le commando n°4 a débarqué à Colleville-sur-Orne (qui est devenu par la suite Colleville Montgomery) et non pas à Ouistreham.



Pegasus Bridge, Le légendaire pont de Bénouville



Premiers moments d'émotion avec un hommage poignant à Robert et Jean Couturier

Mr Gauthier se souvient avec émotion de l'institutrice qu'il a évacué ainsi que deux enfants de la zone de combat. Il a pu retrouver un des enfants devenu adulte des années plus tard ; c'est elle qui l'a alors reconnu. Surprenant des civils en train de découper un cochon, il a pu négocier quelques côtelettes, un met rare car alors les combattants devaient se contenter de rations de combat. Ces côtelettes ont fait des envieux, notamment l'abbé de Naurois, l'aumônier militaire du commando Kieffer, qui a enfreint l'interdiction de la viande le vendredi. Un autre fait incroyable raconté par Mr Gauthier est l'Allemand et le combattant allié qui se sont empalés l'un l'autre à la baïonnette et qui tenaient encore debout.

Après-midi – Mr Bosson

Mr Bosson est un ancien commando. Sa vie a basculé lors de la déportation de son père en Autriche. Il a alors décidé de le retrouver par tous les moyens ; il a choisi de s'engager comme travailleur volontaire en Autriche, ce qui lui a permis de bénéficier d'un trajet en train. Une fois sur place, il entre dans la clandestinité et passe d'un camp à l'autre à la recherche de son père, qu'il retrouvera finalement. Malheureusement il est lui même arrêté et interné dans un camp de concentration. Il tombe malade, ne pesant plus alors que 41 kg.

Par un miracle qu'il ne s'explique pas lui même, il est envoyé à l'hôpital et non pas au revier du camp où sa mort aurait été certaine. Il est pris en main par des religieuses catholiques qui le soignent et font le nécessaire pour le renvoyer en France. Une fois revenu en France, il gagne l'Afrique du Nord, s'engage dans les Corps Francs d'Afrique, puis au 2nd Special Air Service Britannique avec lequel il sera parachuté en Normandie en juillet 1944.



Jacques Vico, ancien résistant Caennais et historien. Les deux heures passées en sa compagnie furent l'un des moments les plus riches de ces trois jours.

Dimanche 3 juin 2007

Matin – opération Atlantic

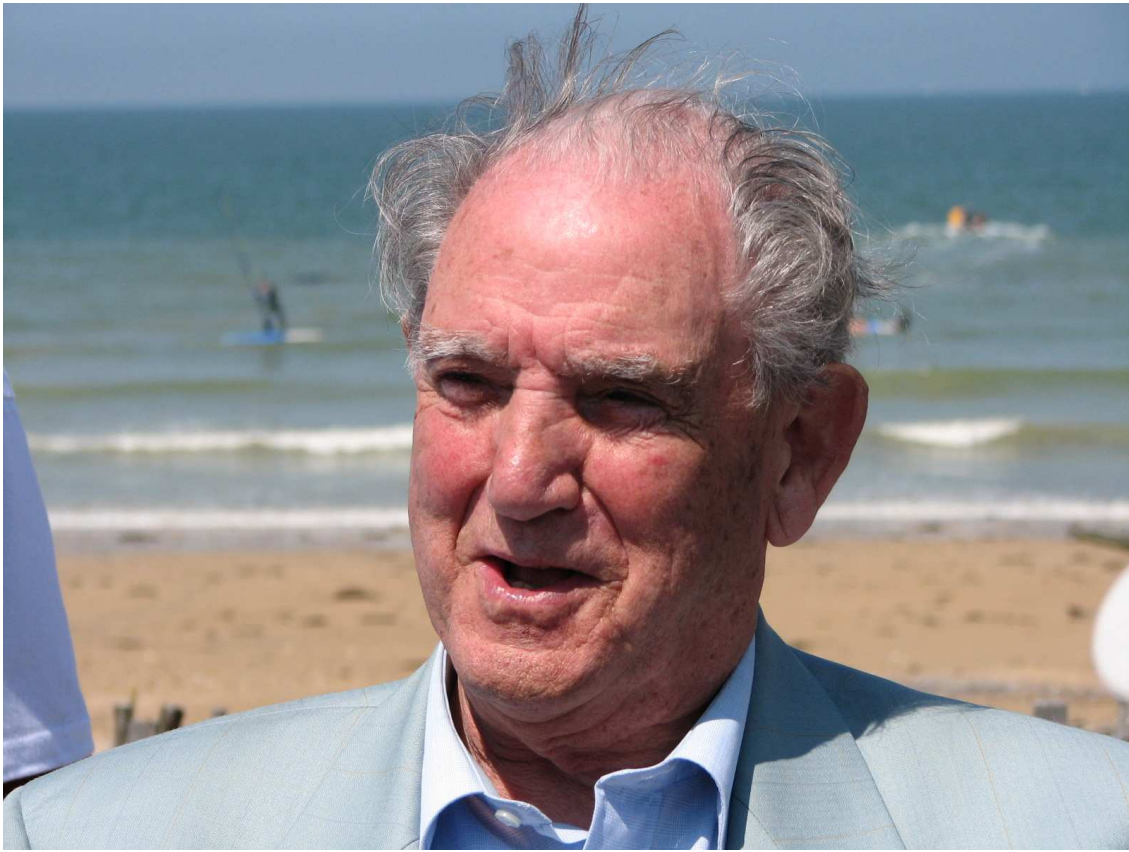
Stéphane Delogu nous a présenté cette épisode de l'opération Atlantic : la percée au sud de Caen de la cote 67 jusqu'au village de Verrières. Se pose la question de l'emploi des troupes Canadiennes. En effet envoyées à l'assaut de deux fermes, elles se sont confrontées à de fortes troupes SS. Après la prise effectives des deux fermes, les Canadiens ont du subir de fortes contre attaques allemandes. Les chars engagés dans la mêlée n'ont pas fait le poids et cet épisode s'est terminé en massacre. Mr Papillon qualifiera ultérieurement cette attaque de *Mission Suicide*. On peut supposer que cette action avait pour but de tester la résistance allemande et que les Canadiens ont été sacrifiés.



Jardin du souvenir de l'abbaye d'Ardennes.



Abbaye d'Ardennes



Leon Gautier, vétéran du Commando Kieffer



Eugène Bosson, ancien du 2nd Special Air Service Regiment

Matin – arrêt au cimetière polonais de Grainville Longannerie

C'est un lieu de souvenir dédié aux troupes polonaises notamment la 1ère DB polonaise qui a toujours combattu l'ennemi en terre étrangère.



Vue panoramique du cimetière Polonais de Grainville Langannerie

Après-midi – la poche de Chambois

D'anciens ennemis de l'époque nous ont mené sur le terrain : Mr Edouard Podyma de la 1ère division blindée polonaise et Mr Nicolas Fank de 116ème division blindée allemande. Mr Fank fait partie des « Malgré-Nous ». D'origine Mosellane, il s'est retrouvé allemand après l'annexion de l'Alsace Lorraine par le Reich en 1940. Il est enrôlé de force en 1942. Après ses classes il est intégré dans un régiment de chars, il se spécialise alors en tant qu'opérateur radio. Son régiment le 24ème panzer est reconstitué après sa destruction presque complète à Stalingrad ; les quelques survivants de Stalingrad constituent alors selon Mr Fank des endurcis presque incontrôlables. C'est le cas notamment de l'un de ses camarades, le « vieux Franz » qui a alors 38 ans.

En 1944, il se trouve en Normandie, et subit son baptême du feu en participant à la contre attaque de Mortain. Il se souvient avec émotion du passage du couloir de la mort et du gué de Moissy. Après les fortes pluies, la rivière était en cru, et les véhicules traversaient le gué par dessus les ferrailles entassées dans le lit du cours d'eau. La petite passerelle permettant le passage de l'infanterie servait de goulot d'étranglement et certains n'hésitaient pas à jouer de leur baïonnette pour se frayer un passage. Après le passage du couloir de la mort, le panzer de Mr Fank servi de « bulldozer » pour dégager le passage d'un autobus, qui a avait servi d'ambulance, et qui en feu bloquait le passage aux véhicules hippomobiles.



La chapelle de Verrières. Cette petite commune a été enlevée le 25 juillet 1944 par Le Royal Hamilton Light Infantry of Canada.

En pleine nuit, alors qu'il était à l'arrêt le char redémarre contrairement aux ordres reçus. Le chef de char, l'adjudant Moll a craqué : il veut rentrer chez lui . En pleine nuit les flammes qui s'échappent des pots d'échappement sont visibles et rendent vulnérables l'équipage. Le char est touché par un obus anti-char qui n'explose pas et tombe dans la réserve d'huile du moteur. Une réparation de fortune sera effectuée avec de la pâte à pain qui durcira à la chaleur et permettra à l'équipage de repartir. Malgré un ravitaillement en essence, le char de Mr Fank tombera en panne d'essence, utilisant les dernières gouttes pour se garer dans une ferme au Sap (61) . La consommation des Panther est un élément crucial : elle est de 600 à 700 litres au cent kilomètres. Les chars allemands utilisaient de l'essence, contrairement aux chars alliés.

Le destin de Mr Fank prend un tournant dans la ferme où il s'est réfugié. Il décide de « désertre » avec l'aide de ses hôtes qui lui fourniront un habit civil. Plus de soixante ans après les faits, il rend toujours visite à la dame qui l'a aidé à désertre en lui fournissant cet habit civil. Il a plus souffert après la guerre que pendant la guerre de son statut de « *malgré nous* ». Il était appelé le *Français* par ses camarades de la Wehrmacht. Une fois revenu en civil, il est pris en stop par un véhicule américain. A l'arrêt, au bord de la route il rencontre celle qui allait devenir sa femme. Il avait fait connaissance avec elle, encore revêtue de l'habit militaire. Elle le reconnaît et lui dit « Qu'est ce que vous faites là, vous allez vous faire fusiller ». « Comment peut on deviner que j'ai fait parti de l'armée allemande » lui a t il répondu.



Nicolas Fank et Edouard Podyma, ennemis hier, amis aujourd'hui. Ces deux intervenants furent au cœur d'une après midi inoubliable dans la poche de Chambois. Photo prise au Gué de Moissy.

Mr Podyma faisait parti de la 1^{ère} DB polonaise. Il nous a emmené sur les lieux même où il a combattu avec son Sherman, sur la cote 622 qui fermait la poche de Chambois. Ce jeune homme de 85 ans n'a pas hésité une seconde à enjamber une barrière pour nous emmener dans les champs où les événements les plus marquants se sont réalisés.

Quelques chars s'étaient engagés sur un promontoire surplombant la dive. Ces chars se sont retrouvés en vue d'un char Panther situé sur le coteau opposé. Ce char avait été réquisitionné par le capitaine SS Werner. Les chars Sherman hormis le Firefly sont impuissants dans cette situation car leur rayon de tir est largement inférieur à celui du Panther équipé du canon de 88mm. Le char Panther détruit en premier lieu le seul Firefly à disposition des Polonais, seul char capable de répliquer. Deux autres chars sont détruits à gauche et à droite de celui de Mr Podyma. Le sien ne peut faire demi tour, il doit enclencher la marche arrière, ce qui constitue une manœuvre beaucoup plus lente. Ce furent des secondes très longues pour Mr Podyma qui se trouvait à portée du blindé allemand

Malheureusement, sous les poussées des allemands, une brèche est créée qui permis à 50000 d'entre eux de s'échapper. Les Polonais ont fait ce qu'ils ont pu car ils n'étaient pas ravitaillés ni en vivres ni en munitions. Ceci aurait put être évité par une meilleure concertation avec les troupes Canadiennes, ce qui ne put être réalisé. Mrs Podyma et Fank sont conscients d'être les derniers témoins de ces événements, ils comptent sur nous pour en transmettre la mémoire. Tous deux sont en train de rédiger un livre.

4 juin 2007 – Soirée du souvenir au Mémorial de Caen

Présentée par Stéphane Delogu et Stéphane Simonnet , cette soirée fût l'occasion pour le forum de passer du virtuel au réel. Des invités de diverses origines et aux parcours très différent étaient présent, pour témoigner des retombés du débarquement du 6 juin sur leur parcours.



Face au public, les logos du mémorial de CAEN et de notre forum. Une belle forme de reconnaissance de la qualité de notre communauté.

Henri Graff

Henri Graff a été déporté à 16 ans à Auschwitz parce qu'il était juif. La nouvelle du débarquement est parvenu au camp d'Auschwitz, elle a alors constitué un message d'espoir pour tous les déportés qui pouvaient espérer une libération prochaine. Ils ne savaient pas quand car pour les déportés la notion de temps n'existaient plus, elle se limitait au prochaine 24h à l'issue desquelles ils espéraient être encore vivant. Mr Graff nous a parlé de son Kapo, qui criait très fort mais frappait peu, c'était en effet un déporté politique moins violent que les déportés de droit commun. Mr Graff est capable de tenir en haleine des assemblées de 300 jeunes ; il se réjouit de la volonté de savoir de la jeunesse. Depuis 15 ans il témoigne autant qu'il peut.

Mr Guy Bouree

Mr Guy Bouree s'engage à 17 ans dans la 2^{ème} DB lors de son passage à Vire. Il participe à la libération de Paris. Son parcours se terminera à Berteschgaden, le nid d'aigle du fuhrer. Il a pu bénéficier d'une formation sur le tas au combat ce qui ne fut pas le cas de tous les jeunes engagés qui intégrèrent par la suite la 2^{ème} DB.

Mr Nicolas Fank

Mr Fank nous a fait part de nouveau de son expérience (Cf. *journée du 3*) . Il souhaite la continuité de la construction européenne, meilleur gage pour que les événements de Normandie ne se reproduisent pas. Le passage du couloir de la mort est pour lui son pire souvenir.

Mme Nina Michel

Ukrainienne d'origine, elle a été raflée lors de la prise de son village par l'armée allemande. Elle est ensuite déportée à Dachau. Elle travaillera dans une ferme chez une allemande « plus humaine », elle y rencontrera alors un prisonnier français qui deviendra son mari. Après la guerre elle s'établit en France.



De gauche à droite : Henri Graff, Guy Bourée, Bill Ross, Rachel Schweitzer, Nicolas Fank. Manque sur cette photo Nina Michel.

Mme Rachel Sweitzer

Mme Rachel Sweitzer a débarqué 6 jours après le débarquement en tant qu'infirmière. Elle intervenait sur le front au sein d'une petite unité mobile. Elle se souvient avec émotion de l'accueil que lui ont réservé les Français. C'est la première fois qu'elle revient en Normandie depuis les événements et en est très contente.

Mr Bill Ross canadien

Il a débarqué le 6 juin avec le Regiment du Queen's Own Rifles. Il a témoigné que les jeunes canadiens étaient épris de liberté et que c'est pour cela qu'ils se sont engagés en masse. A l'époque, la conscription canadienne se limitait au territoire national. Il débarque à Bernières sur Mer et sera de tous les combats pour la liberté.



La soirée au Mémorial de CAEN restera le temps fort des journées Robert Lelard.

La prochaine édition des journées ROBERT LELARD se déroulera en Normandie les 6, 7 et 8 juin 2008. Nous conseillons vivement à tous nos membres souhaitant y participer de se faire connaître rapidement. Nous sommes en effet quelque peu victimes de notre succès et les places seront chères, de nombreux membres ont déjà confirmé leur participation. Nous rappelons que le nombre d'inscrit est limité à 25. Stéphane Delogu